Vol 17 # 23 • Du 6 au 12 Décembre 2023
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

RETOUR DE GUY PHILIPPE POUR QUOI FAIRE ?



Voir page 3

Guy Philippe s'adresse à ses partisans au cours d'un rassemblement à Jérémie le 4 décembre 2023

LE CHOLÉRA A-T-IL REFAIT SURFACE ?



Voir page 4

Les responsables de la santé ont averti que la capitale devrait se préparer à une éventuelle épidémie de choléra











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Que le peuple haïtien dispose de son avenir !

Par Berthony Dupont

La décomposition politique issue de la domination impérialiste bat son plein en Haïti. Il est indéniable pour tous ceux qui suivent les événements sociopolitiques dans ce pays d'en porter un jugement sur ses conséquences éventuelles en se penchant sur le rôle et les desseins de l'impérialisme américain qui poursuit inlassablement sa tâche de déstabilisation du pays.

L'annonce faite par les Éminentes Personnalités de la Communauté des Caraïbes (Caricom) qu'elles seront pour une 4e mission à Port-au-Prince du 6 au 14 décembre 2023 de façon à pousser les protagonistes de la classe politique à signer un soi-disant accord illustre clairement que la barbarie continue sa course d'une manière irréversible.

À quel horizon se dessinera cette grandiose perspective de gouvernement formulé par les pays impérialistes et transmis à leur instrument qu'est la Caricom pour continuer non seulement à bafouer le peuple haïtien mais éviter aussi l'effondrement de leur système d'exploitation et d'oppression en place ? Cette proposition n'est d'autre qu'un rempart contre le grand changement anticapitaliste dont rêve le peuple-travailleur.

Cette nouvelle acrobatie de l'impérialisme à travers la Caricom prouve qu'il n'est pas déterminé à stabiliser la crise politique. Cela n'a jamais été son souci. Tous ces pourparlers pour parvenir à des négociations, des consensus, avec des individus totalement acquis à leurs intérêts avaient pour objectif de les amener à un grand compromis « historique » entre frères et sœurs de classe qui n'ont aucune divergence politique fondamentale.

Quelques soient les contradictions et les options politiques qui les divisent, l'objectif primordial de l'impérialisme pour éviter tout dérangement inutile du pouvoir de facto est de réaliser l'unité au sein de cette classe politique afin de préserver le contrôle du pays face à toute éventuelle mobilisation populaire.

C'est dans cette optique, qu'il faut comprendre le projet de la Caricom. Il s'agit d'utiliser chaque laquais, chaque agent servile du pouvoir et ses alliés de l'Accord du 21 décembre et de la dite opposition représentée par le Groupe Montana, la Déclaration conjointe de Kingston, le Front Uni, etc pour ne citer que ceux-là pour construire l'unité fraternelle de tous les valets de l'impérialisme. C'est une façon pour ces parasites politiques, ces cyniques, ces sans scrupules à l'instar de la marionnette Ariel Henry, s'allaitant tous à la même mamelle washingtonienne, de s'entendre sur une cause commune : faire fonctionner le système pourri et corrompu au profit du capital étranger.

Il s'agit de consolider, sinon de renforcer ou de construire une alliance stratégique au sein de la classe politique pro-impérialiste contre toute offensive de la classe populaire. En clair, il s'agit essentiellement d'aboutir à la création d'un rapport de force robuste pour contrecarrer tout projet de changement des masses populaires dans leur aspiration de lutte de libération nationale.

Cette unité d'action aidera les forces militaires kenyanes d'occupation à trouver un terrain politique approprié, un allié sûr au sein de la classe politique de sorte que ces politiciens puissent accomplir ensemble par tous les moyens indignes leur vile mission qui consiste à étouffer l'espoir des opprimés au profit des vautours impérialistes.

Plus significatif encore, est la barbarie qui se répand dans le monde, prenant sa source dans la politique dévastatrice et meurtrière de l'impérialisme international.

C'est ainsi que son système d'exploitation et d'oppression, en l'occurrence le capitalisme, est dans une impasse pour se régénérer. Voilà pourquoi il recherche la médiation de la Caricom entre ses mercenaires pour la sauvegarde de ses intérêts immédiats, masquer la réalité, cacher sa mesquinerie et toutes ses manœuvres déloyales dans le pays au profit d'une oligarchie fantoche et antipatriotique.

Déjà la situation politique haïtienne est dans un état de putréfaction avancée. Nous devons lutter pour notre droit à l'autodétermination et à disposer nous-mêmes de notre avenir. Le peuple a droit à se constituer en peuple libre, libéré des chaînes qui l'enserrent et l'oppriment. Le peuple n'a besoin d'aucun médiateur, car il est attelé à la tâche de se libérer lui-même.

Il faut mettre un coup d'arrêt à ces négociations, ces rencontres à n'en plus finir de la Caricom. Elles n'ont rien d'autre à offrir aux masses ouvrières sauf la précarité tous azimuts. Organisons-nous pour la rupture avec ces institutions et ces organisations politiques à la solde des puissances capitalistes dans un authentique mouvement ouvrier-paysan fondé sans équivoque, sans ambigüité aucune sur la lutte des classes.

C'est fort de cette conviction que nous de *Haïti Liberté* rejetons catégoriquement toutes propositions de l'impérialisme sous couverture de la Caricom, sinon il ne restera plus rien comme avenir dans le pays. Il n'y a qu'une seule mesure à prendre pour éviter la catastrophe sociale, que le peuple haïtien dispose de son avenir pour la construction du socialisme dans la voie de l'édification d'une société libre, juste souveraine et prospère !

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ______________________

Prénom: ____________________

Adresse: ____________________

Ville: ______________________

Etat/Pays: __________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: _______________________

E-mail: _____________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : ______________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : _______________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Retour de Guy Philippe pour quoi faire ?



Guy Philippe juste après son arrestation le 5 janvier 2017

Par Kim Ives

Appelant à un « changement radical » en « 90 jours », l'ancien putschiste Guy Philippe retourne triomphalement en Haïti

L'ancien chef de la « branche armée » de la coalition soutenue par les États-Unis et la France qui a chassé le président Jean-Bertrand Aristide du pouvoir en février 2004, Guy Philippe, 55 ans, a été renvoyé d'Alexandria, Louisiane, à Port-au-Prince, Haïti le 30 novembre 2023 accompagné de 16 autres déportés Haïtiens à bord d'un avion affrété par le Département américain de la sécurité intérieure.

Le moment de son arrivée ne pourrait pas être meilleur pour lui ni pire pour le gouvernement du Premier ministre de facto Ariel Henry.

Philippe a amèrement dénoncé l'appel d'Henry du 9 octobre 2021 à une intervention militaire étrangère, proposant plutôt que les Haïtiens s'organisent, aux côtés de la police et de l'armée haïtiennes, pour rétablir la sécurité dans le pays, élire un nouveau gouvernement indépendant de toute implication étrangère et revitaliser l'économie du pays.

Par ailleurs, le chef de son parti, Consortium National des partis politiques haïtiens, Jeantel Joseph, est le chef de la Brigade de surveillance des espaces protégés (BSAP), une unité de police fondée par le président Jovenel Moïse pour garder les parcs nationaux d'Haïti. Ces derniers mois, les agents du BSAP ont assuré la sécurité des grandes équipes qui construisaient un canal d'irrigation au large de la rivière Massacre, le long de la frontière nord-est d'Haïti avec la République dominicaine. Les policiers du BSAP ont eu un affrontement tendu avec les troupes dominicaines qui menaçaient la construction du canal le mois dernier, ce qui leur a valu le soutien et l'admiration des Haïtiens du monde entier. Ces dernières semaines, les effectifs du BSAP sont passés à plus de 15 000 personnes, selon une source bien placée qui travaille au sein de la Police nationale haïtienne (PNH), même si la plupart des nouvelles recrues ne sont ni armées ni payées. Mais ils s'arment rapidement et Guy Philippe leur voit un avenir comme une sorte de milice populaire qui pourrait se substituer ou soutenir la PNH et l'armée haïtienne.

« Je travaille pour un changement radical, un changement profond », a-t-il déclaré. *« Arrêtez de penser que les américains vont nous aider. Ils ne vont pas nous aider. S'ils l'étaient, ils l'auraient déjà fait. »* Tout en affirmant que le chemin à parcourir ne sera pas facile, il a déclaré que les changements qu'il envisage *« pourraient être réalisés en 90 jours »*.

Ses déclarations, lors de plusieurs conférences de presse bondées et impromptues depuis son retour, ont suscité l'inquiétude de nombreux Haïtiens qui aspiraient à un leader fort et charismatique pour les aider à sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent depuis deux ans et demi depuis le macabre assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021.

Nulle part ces espoirs passionnés n'ont été plus visibles que lors de l'arrivée de Philippe à Jérémie, siège de son département natal de la Grand'Anse, à la pointe sud-ouest d'Haïti, où il a reçu un bain de foule, un accueil de héros ravi.

La police haïtienne, travaillant en étroite collaboration avec des agents clandestins de la Drug Enforcement Agency (DEA) des États-Unis, a tendu une embuscade et arrêté Philippe le 5 janvier 2017 devant la station de radio Scoop FM de Garry Pierre-Paul, où il venait de donner une interview. Philippe était le sénateur élu de la Grand'Anse et allait prêter serment et assumer son siège parlementaire conférant l'immunité un mois plus tard, le 7 février 2017.



En 2004, Guy Philippe s'est joint à la bourgeoisie haïtienne et aux anciens dirigeants des escadrons de la mort comme Louis Jodel Chamblain (à gauche) pour renverser le président Jean-Bertrand Aristide.
Photo: Pablo Anéli

Philippe avait été inculpé dans le cadre d'un acte d'accusation scellé de novembre 2005 pour trafic de drogue et argent, mais avait échappé à au moins 10 tentatives d'agents de la DEA au cours de la décennie précédente pour le capturer près de sa base dans le pittoresque village balnéaire de Pestel.

Finalement arrêté, des flics haïtiens et des agents de la DEA l'ont emmené en toute hâte vers un avion en attente à bord duquel il a été transporté à Miami et traduit en justice.

Sur les conseils de son avocat, Philippe a conclu un accord avec le parquet pour plaider coupable des accusations de blanchiment d'argent, évitant ainsi le risque d'une condamnation pour trafic de drogue qui aurait pu entraîner une peine d'emprisonnement à perpétuité. Au lieu de cela, il a été condamné en juin 2017 à seulement neuf ans, avec libération anticipée pour bonne conduite. Il a passé six ans et dix mois dans les prisons américaines.

Il a néanmoins toujours réfuté les accusations portées contre lui, notamment celles pour trafic de drogue, qui, a-t-il soutenu à la radio et par l'intermédiaire de son avocat, étaient très fragiles et circonstancielles, fondées sur "de *fausses preuves et des témoignages parjures*". Il a même intenté une action en justice en matière de droits civils en 2018 pour annuler sa condamnation et recevoir 100 millions de dollars de dommages et intérêts. Il l'a ensuite retiré avec la possibilité de le déposer à nouveau.

D'anciens responsables américains ont exprimé leur inquiétude quant au fait que l'arrivée de Philippe en Haïti n'aggraverait la situation. *« Je ne suis pas assez proche de la situation pour commenter les faits, mais cela semble être un moment particulièrement mauvais pour ajouter de l'huile sur un incendie qui fait rage »*, a déclaré l'ancien ambassadeur des États-Unis en Haïti, James Foley, au Miami Herald. Foley a occupé ce poste de 2003 à 2005, lorsque Philippe faisait la guerre à Aristide.

Luis Moreno, qui était le chef de mission adjoint des États-Unis qui a forcé Aristide à monter à bord d'un avion américain le 29 février 2004, a également été consterné que Philippe ait été renvoyé en Haïti. *« Il est incompréhensible que quelqu'un puisse penser que c'est une bonne idée »*, a-t-il déclaré au Herald. *« Il a toujours de l'influence. Il a encore des armes. Il a toujours accès au trafic de stupéfiants. Il a également d'intenses aspirations et ambitions politiques. Il veut être le dirigeant d'Haïti, il veut être le dictateur d'Haïti. Cela a toujours été son rêve et son objectif. Et c'est dangereux. »*

L'évaluation des responsables américains est sûrement teintée par le fait que Philippe présente souvent Hugo Chavez, Fidel Castro et Nelson Mandela comme ses modèles politiques.

Si de nombreux Haïtiens sont fascinés par les modèles révolutionnaires et la rhétorique nationaliste de Philippe, nombreux sont également ceux qui se méfient, voire sont dégoûtés, du rôle qu'il a joué dans le coup d'État de 2001-2004.

Tout en dénonçant aujourd'hui les puissances étrangères, la « classe politique » corrompue d'Haïti et sa bourgeoisie perfide, Philippe a travaillé en étroite collaboration avec eux tous pour renverser le président Aristide, incontestablement élu et extrêmement populaire, au cours d'une campagne militaire sanglante de trois ans, qui a coûté la vie à des centaines de personnes. Officiers de police, cadets et civils haïtiens.

En 2007, Peter Hallward, l'auteur de Damming the Flood: Haïti and the Politics of Containment, le récit définitif du coup d'État de 2001-2004, a mené un long entretien avec Philippe. *« Si je me suis battu si farouchement contre Aristide, c'est parce que je croyais vraiment en ce qu'il disait, en 1990 »*, a déclaré Philippe à Hallward. *« Je pensais vraiment qu'il allait aider les pauvres à échapper à leur misère ; malheureusement, il s'est laissé acheter, et il ne s'est pas avéré être le Castro ou le [Thomas] Sankara dont nous avions besoin. C'était une vraie déception. »*

Tout au long de l'entretien, Philippe fait référence à un livre, Le Temps des chiens, qu'il prétendait avoir déjà écrit mais qu'il attendait de publier. Jusqu'à présent, il n'a pas vu le jour, et l'interview de Hallward reste le principal récit de la version de Philippe sur ses motivations et ses actions au cours de cette période turbulente du deuxième renversement d'Aristide.

Bien qu'il y ait eu de nombreuses informations selon lesquelles Washington et Saint-Domingue auraient fourni à Philippe des armes, des fonds et même une formation, il le nie.

« L'élite haïtienne et les partis politiques de la Convergence [démocratique de l'opposition politique] nous ont aidés en nous fournissant de l'argent et des armes », a déclaré Philippe à Hallward. *« Certains hommes d'affaires haïtiens de premier plan nous ont rencontrés et, au Cap Haïtien, par exemple, ils ont fait un don d'environ 50 000 $ (US). Trouver de l'argent n'était pas un problème... Oui, nous avons eu des réunions avec différents hommes d'affaires et ils nous ont aidés. Aux Gonaïves, nous avons rencontré plusieurs hommes d'affaires et via [un autre chef « rebelle »] Ravix [Rémissainthe] ils ont contribué environ 200 000 $ (US) pour acheter des armes et des munitions. Les hommes d'affaires semblaient prêts à nous aider à tout prix.»*

Philippe était particulièrement amer contre des politiciens comme Evans Paul et Himmler Rébu, ainsi que contre le groupe de 184 membres de la société civile concocté par le NED et dirigé par le magnat de l'industrie d'assemblage, Andy Apaid. *« Sous la pression internationale, ils nous ont ensuite trahis et ont signé le 4 mars l'accord tripartite qui a décidé de la procédure de choix d'un gouvernement post-Aristide »*, a déploré Philippe auprès de Hallward. *« Et ce sont eux, ainsi qu'Andy Apaid, qui ont conseillé à l'ambassade américaine d'enlever Aristide afin d'empêcher Guy Philippe de prendre le pouvoir et de mettre en place un gouvernement en Haïti comme celui que Chávez a mis en place au Venezuela. »*

L'Haïti de 2023 n'est pas celle d'il y a vingt ans. Il existe une nouvelle génération, avec une nouvelle perspective idéologique et un nouveau désespoir plus profond, à la recherche de réponses et de voies politiques. Cela signifie que l'heure de Guy Philippe est peut-être venue, ou bien elle est peut-être révolue. *« Il a deux obstacles majeurs à surmonter »*, a déclaré une source qui le connaît bien et a travaillé avec lui au fil des années. *« Le premier est un énorme ego et le second est un mauvais caractère. Il est très imprévisible et il fait ce qu'il veut. Il n'est pas doué pour écouter des conseils.*

On peut s'attendre à ce que Philippe domine la scène politique pendant au moins les prochains mois. »

« Je vois que partout les gens vivent dans la misère. Je le sais, je l'entends et je le vois. Mais ne vous découragez pas », a-t-il lancé devant une foule géante à Jérémie cette semaine. *« Les choses ne sont pas aussi impossibles qu'on le laisse croire. Haïti peut changer, Haïti changera, nous trouverons notre voie. La seule chose que je vais vous dire : depuis 1915, les américains nous ont mis le pied sur la tête. Ils décident qui est au pouvoir : ils nomment qui est le président, le premier ministre, le ministre, le chef de la police, le chef de l'armée. Aujourd'hui, les américains croisent les bras comme si ce n'était pas eux qui avaient détruit le pays. S'il y a quelqu'un qui détruit le pays, ce sont les américains. S'il y a quelqu'un qui empêche le pays d'avancer, ce sont les américains... Si un dirigeant refuse de s'agenouiller pour obéir aux ordres desamericains, à partir de ce jour, ils vont essayer de l'éliminer, de le détruire, de faire de lui quelque chose qu'il n'est pas.»*



Guy Philippe devant la Justice à Miami

À ce stade, le peuple haïtien essaie de comprendre ce qu'est Guy Philippe. Déjà ses partisans le considèrent comme un combattant. A lui de prouver s'il est vraiment un rebelle anti-américain ou un agent, sinon un vil démagogue prêt à tromper le peuple et à sacrifier la démocratie haïtienne sur l'autel de sa propre ambition ?



Guy Philippe lors d'un grand rassemblement à Jérémie : « Depuis 1915, les américains nous mettent le pied sur le cou... Aujourd'hui, ils croisent les bras comme si ce n'était pas eux qui avaient détruit le pays. »

Le choléra a-t-il refait surface ?





L'Agence Adventiste de Développement et de Secours (ADRA) en Haïti a le 13 septembre 2023 distribué des centaines de filtres de purification d'eau et des kits d'hygiène



Des cliniciens examinent le dossier d'un patient à l'Hôpital Universitaire de Mirebalais (HUM) à Mirebalais, Haïti, le 24 mars 2023. Photo de Nadia Todres pour PIH

Par Marie Laurette Numa

L'épidémie de choléra qui avait frappé le peuple haïtien en 2010, soit quelques mois après le tremblement de terre continue 13 ans plus tard sa course dans le pays. Rappelons que cette épidémie amenée par des casques bleus népalais avait fait un nombre considérable de victimes soit plus de 10.000 personnes mortes au sein de la population haïtienne particulièrement dans de nombreuses villes de province.

Après avoir été déclarée éliminée d'Haïti en février 2022, à la surprise de plus d'un, on vient de répertorier plusieurs cas de personnes contaminées. Entre le 1er octobre 2022 et au début du mois de juin 2023, 45 248 cas suspects, 3 007 confirmés et 41 557 hospitalisations ont été enregistrés.

Même constat dans la 5ème section communale de Petit-Goâve, une zone où ne vivent que des travailleurs pauvres en raison de la misère, du chômage de la pauvreté, de l'insalubrité et d'un accès limité aux soins de santé. En effet, depuis le mois d'août 2023, plus d'une vingtaine de personnes ont été victimes de cette maladie jusqu'à ce que décès s'ensuive.

L'Agence Adventiste de Développement et de Secours (ADRA) en Haïti a au mois de septembre dernier distribué des centaines de filtres de purification d'eau et des kits d'hygiène à plus de sept cents familles dans un contexte de résurgence du choléra à travers le pays. Les efforts de distribution ont couvert les départements de l'Ouest, du Sud-Est et des Nippes, ainsi que des endroits spécifiques où séjournent des familles déplacées dans la ville métropolitaine de Port-au-Prince, ont indiqué les responsables d'ADRA Haïti.

« *Après avoir procédé à une évaluation minutieuse des besoins résultant de la résurgence du choléra dans certaines régions d'Haïti, il est devenu évident que de nombreux ménages étaient gravement touchés en raison du manque d'accès à l'eau potable* », a déclaré Myrlaine Jean Pierre, directrice d'ADRA Haïti. Des kits de purification de l'eau et des kits d'hygiène comprenant des seaux, des filtres, des brosses à dents, du dentifrice et du savon ont été distribués au cours des mois de juillet et d'août, grâce à un partenariat avec l'UNICEF et Global Medic, précise le communiqué.

Tout récemment à la commune de l'Arcahaie située à 30 km de la capitale Port-au-Prince des médecins ont déclaré avoir trouvé plus de 700 cas ces derniers jours.

« *Nous avons isolé la souche à l'origine de ces cas et il a été confirmé qu'il s'agissait du choléra* », a déclaré un médecin cubain Iliuska Sánchez Rodriguez.

Selon Al Jazeera, un médecin d'une clinique de Cité Soleil a rapporté, qu'elle avait soigné une jeune fille qui avait été admise dans une clinique de quartier pour un cas aigu de diarrhée. « *Il s'agit d'un patient qui n'avait jamais quitté Cité Soleil. Elle était originaire de la communauté et n'était pas partie, ce qui est vraiment très préoccupant car de nombreux cas dans tout le pays sont en fait des personnes qui ont voyagé* », a déclaré Kara Gibson, médecin à la Samaritan's Purse Clinic.

Les responsables de la santé ont averti que la capitale devrait se préparer à une éventuelle épidémie et la population a été invitée à maintenir un régime d'hygiène strict et à se faire soigner dès les premiers signes de symptômes. « *Si le choléra se propage dans la ville, il sera extrêmement difficile d'y faire face et de nombreuses personnes pourraient mourir, c'est ce que nous entendons constamment de la part des responsables de la santé* », a déclaré Walker d'Al Jazeera.

Par ailleurs, des cas de dengue se multiplient à travers le pays. On fait déjà état de 729 cas enregistrés à travers le pays. Un rapport du Ministère haïtien de la santé publique et de la population (Mspp) publié le lundi 4 décembre 2023 a confirmé cette nouvelle épidémie après avoir testé 6,643 personnes.

Les départements de l'Ouest et de la Grande Anse sont pour le moment les départements les plus frappés avec 237 cas dans l'Ouest et 127 dans la Grande Anse. Le département de l'Artibonite ne compte que 16 cas.

La population haïtienne doit continuer à se protéger pour barrer tout éventuel retour de l'épidémie de choléra. Dans le cas de la dengue, le MSPP conseille d'aller dans un hôpital où un centre hospitalier le plus proche en cas d'une forte fièvre, des douleurs musculaires et articulaires, des nausées et vomissements, et également des douleurs rétro-orbitaires et des éruptions cutanées.

Le développement inégal



Par André Charlier

La rapide montée en puissance de la Chine et le rebondissement spectaculaire de la Russie sont deux manifestations concrètes d'une loi importante de la dialectique: celle du développement inégal des choses et des phénomènes. Cette loi est elle-même une conséquence de la nature contradictoire du réel. L'interaction des multiples contradictions qui composent tout phénomène conduit à un développement par bonds et par sauts, qui n'est jamais linéaire, mais toujours inégal.

Les nations, par exemple, évoluent et se développent de façon inégale. C'est ce qui explique le phénomène historique bien connu du déclin et de la disparition des empires. Aucune domination n'est éternelle. Tout ce qui est né mérite de périr. Tout passe. Seul le changement est constant.

Il en va de l'empire de l'Occident Chrétien comme des autres empires. Il a eu un début, il aura une fin. Il disparaîtra pour faire place à autre chose. A quoi? Tout dépendra du développement réel des contradictions réelles à l'échelle du globe.

Du développement inégal







La crise climatique est une crise du capitalisme



Le conflit binational sur l'utilisation de l'eau de la rivière Dajabón ou Massacre pour l'irrigation, que le gouvernement d'Abinader a tenté d'exploiter électoralement, s'est retourné contre lui, ruinant le commerce frontalier et des centaines de producteurs agricoles dominicains.



Abinader attise la xénophobie raciste, tente de refuser au peuple haïtien l'accès à l'eau d'un fleuve binational et donne à la société canadienne Unigold une concession d'exploitation aurifère à Dajabón, qui affecterait plusieurs rivières binationales.

Par La Voix des Travailleurs

Les inondations de novembre 2023 ont provoqué d'importantes destructions. Bien que la crise climatique soit un phénomène mondial, elle n'est pas nouvelle et ne peut servir d'excuse à la négligence et à la corruption du gouvernement, qui adopte un modèle de développement qui abandonne des millions de personnes. Au sens profond, cette crise est l'expression du système économique mondial auquel notre pays est pleinement intégré. La sortie de cette crise passe précisément par un changement de système, et c'est vers la résolution de ce grand défi stratégique de notre temps que doit s'orienter notre activité politique.

Au cours du premier semestre, nous avons connu la pire sécheresse depuis 1997 et une crise dans la distribution d'eau, dans un pays où à peine la moitié des foyers ont accès à l'eau courante. En pleine pénurie, le gouvernement a garanti des millions de gallons par jour aux mégamineurs et à des projets touristiques comme la plus grande piscine des Caraïbes et les terrains de golf de Punta Cana.

Nous sommes parmi les pays les plus exposés aux conséquences de la crise climatique, dont les principales causes sont les puissances impérialistes qui génèrent les plus grandes émissions de gaz à effet de serre. La dévastation environnementale va au-delà de l'impact du climat et comprend une contamination massive de l'eau, de la terre et de l'air par le plastique et les métaux ; l'acidification et l'élévation du niveau des mers et des océans, ainsi que l'extinction massive d'espèces animales. La dégradation des conditions de vie de millions de personnes s'accélère à mesure que nous nous rapprochons dangereusement du seuil de 1,5 degré Celsius d'augmentation moyenne de la température mondiale par rapport aux niveaux précapitalistes.

Une position unie des gouvernements de la région est nécessaire de toute urgence face au non-paiement de la dette extérieure et à la demande de compensation de la part des pays impérialistes, pour allouer ces fonds à la fois à l'atténuation et à la prévention des dommages et à la transformation de la matrice de production d'énergie, plans de logement, construction d'abris, barrages et autres travaux d'infrastructure pour réduire la vulnérabilité aux catastrophes.

Le conflit binational sur l'utilisation de l'eau de la rivière Dajabón ou Massacre pour l'irrigation, que le gouvernement d'Abinader a tenté d'exploiter électoralement, s'est retourné contre lui, ruinant le commerce frontalier et des centaines de producteurs agricoles dominicains. Alors qu'une politique binationale de préservation des bassins fluviaux et de coopération dans l'utilisation des ressources communes s'impose, Abinader fait le contraire : il attise la xénophobie raciste, tente de refuser au peuple haïtien l'accès à l'eau d'un fleuve binational et donne à la société canadienne Unigold une concession d'exploitation aurifère à Dajabón, qui affecterait plusieurs rivières binationales. Tout cela montre à quel point le gouvernement n'est pas à la hauteur des défis et est source de problèmes supplémentaires.

L'augmentation des températures favorise également l'apparition d'épidémies comme la dengue. La production animale dans les fermes industrielles, la déforestation et l'expansion des frontières agricoles et minières augmentent le risque de transmission de maladies d'autres espèces animales à l'homme.

Ces dernières années, les luttes environnementales sont celles qui génèrent les plus hauts niveaux de mobilisation dans notre pays. Il est important de promouvoir des mobilisations nationales comme celle de juin de cette année contre les barges Azua, contre la privatisation de l'eau, contre le pillage minier, contre le projet illégal Bucanyé du groupe espagnol Ebro à Pedernales et pour un modèle économie durable sur le plan environnemental. Il est d'une importance stratégique de construire des alliances entre le mouvement environnemental et la classe ouvrière, pour faire face à l'alliance du gouvernement avec des entreprises comme la société chinoise Cormidom, qui a provoqué des catastrophes en 2021 et 2022 et mené une répression antisyndicale en 2023. Grâce à la lutte contre Barrick Gold et à leur projet de barrage à résidus, ils ont finalement dû le déplacer. L'année dernière, d'autres manifestations importantes ont eu lieu contre le projet de pillage minier Gold Quest à San Juan, contre la destruction de la rivière Yuna par les granceras et pour la défense de l'eau à Santiago.

Toute la géographie nationale est en proie à des excès capitalistes comme ceux de l'entreprise Kinnox à Los Alcarrizos, qui a contaminé la communauté au plomb, déforestant et envahissant les environs d'une rivière avec la complicité du gouvernement.

Le gouvernement est déterminé à détruire les mangroves de Cabo Rojo et à effrayer les baleines qui viennent dans la baie de Samaná, en augmentant la fréquence et la taille des navires de croisière qui visitent ces destinations.

Il est nécessaire d'interdire la production et la commercialisation de plastiques à usage unique et de construire une politique rationnelle de gestion des déchets solides. Exigeons que le charbon, le pétrole et le gaz restent sous terre, face à des projets tels que l'exploitation pétrolière au large de San Pedro de Macorís. Renforçons la demande de fermeture de Punta Catalina et d'expulsion des barges thermoélectriques d'Azua. Il existe plus de 350 décharges à ciel ouvert dans le pays et plusieurs ont brûlé cette année, comme celles de San Cristóbal, Puerto Plata et Jarabacoa. Entre avril et mai 2020, nous avons subi le grand incendie de la décharge de Duquesa, dans la capitale. Le problème de Duquesa pourrait être résolu avec un peu plus de deux cents millions de pesos, soit environ dix fois moins que l'investissement prévu pour l'inutile barrière frontalière, un ouvrage qui a déjà détruit plus de 30 mille mètres carrés du refuge faunique Laguna Saladilla.

Nous avons besoin d'un changement fondamental. Le capitalisme est un système non durable sur le plan environnemental et social. Les gouvernements capitalistes n'ont même pas réussi à réduire la consommation de pétrole, de gaz et de charbon, ni à organiser une agriculture durable. Il est plus urgent que jamais de s'organiser pour lutter pour un gouvernement de la classe ouvrière qui permette le développement d'une planification démocratique et scientifique de l'économie, qui satisfasse les besoins sociaux et qui soit durable sur le plan environnemental. La solution est le socialisme.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
2 décembre 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Marise Legerme Joseph née Marise Legerme d'avec son époux Harold Joseph, pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Saint-Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Patrick LABBE, Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du deux mars deux mille vingt-deux, en présence de Me. Guy MONDELUS, substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, Greffier du siège.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi.....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame Jean Frtimer CLERVEAUX, née Fona CHARLES, d'avec son époux pour injures graves et publique. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux: Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur le registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens de la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet.

Ainsi juge et prononcé........etc...

Afin qu'il n'en ignore, j'ai huissier susdit et soussigné, étant et parlant comme dit est, laissé copie conforme à l'original du présent jugement au sieur Jean Frtimer CLERVEAUX, dont Acte. Le coût est de mille Gourdes (1,000.00) Apposé tant sur l'original que sur la copie, le timbre justice pour tous, requis par la loi

Huissier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre Decimene Marcel à l'audience précitée pour la profit, déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Wisly Joinvil d'avec Decimene Marcel pour injures graves et Publiques prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'Etat-Civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les Registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Osmond Castor, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du Trente Juillet deux Vingt trois en présence de Me Vana Mane, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre

Il est ordonné... etc...

En foi de quoi... etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse la dame Jasmine FORTUNE à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence, le divorce du sieur Patrick AUGUSTIN d'avec son épouse, la dame Jasmine FORTUNE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

AINSI JUGE ET PRONONCE par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi trente mars deux mille vingt-trois, en présence du Substitut du Commissaire du Gouvernement Me. Jean Rolex MEROVE. faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier

Me. Pierre Hérard PHILISTIN, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre Dominique Perrier à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce Joseph Léonidas Duverneau d'avec Dominique Perrier pour injures graves et Publiques; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'Etat-Civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.-

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Osmond Castor Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du Vingt Juillet deux mille Vingt trois en présence de Vana Mane Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance du Greffier, Jean Claude Novembre

Il est ordonné... etc...

En foi de quoi... etc …

PAR CES MOTIFS

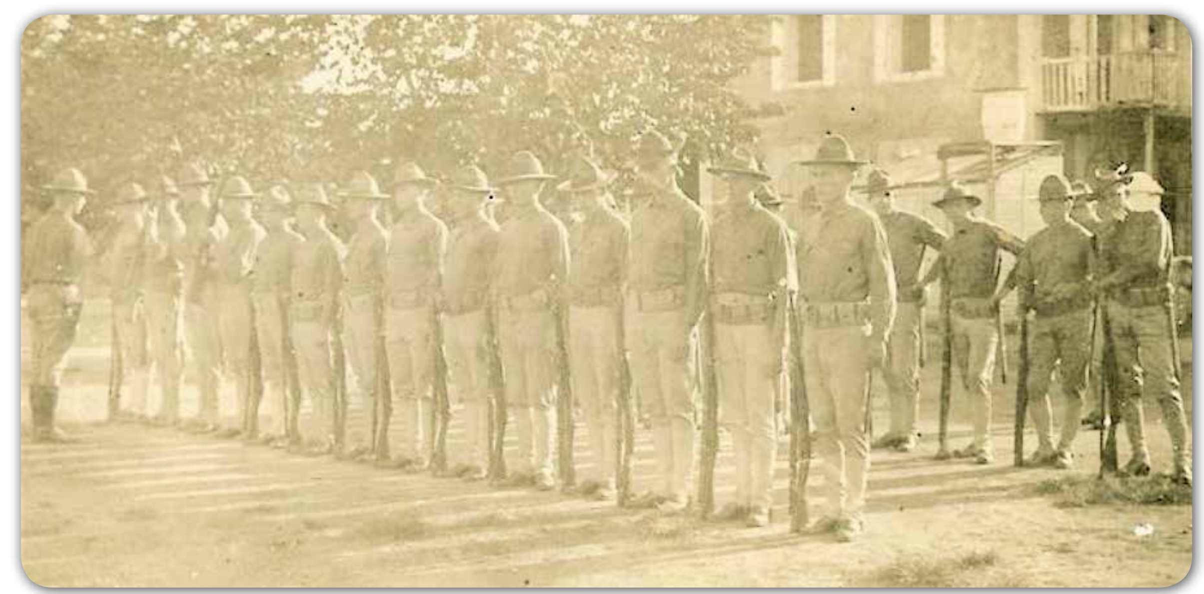
Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son époux Bernard AZILE à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Katia ANGLADE avec Bernard AZILE pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat-Civil de la commune de Saint-Louis du Sud de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du Mardi Onze Mai deux mille vingt et un, en présence de Me Vanna Mané Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean Claude Novembre, greffier du siège.

Il est ordonné..etc...

En foi de quoi...etc...

Machatè toujou wouj ak san viktim yo: Masak 6 Desanm 1929 la nou pa kab bliye l !



Marin meriken an Ayiti an 1915

Masak meriken Machatè a pa dwe antere nan padone kriminèl! Jistis ak reparasyon pou peyizan Machatè yo

Nan lane 1920 yo, okipan yo te kreye plizyè lwa ki te kraze ekonomi sik ak kleren an Ayiti, epi ki te limite kantite tè ayisyen te ka genyen nan men yo. Restriksyon sa yo te fè anpil ayisyen fache. Lavichè monte men otè.

Dat 6 desanm 1929 lan, peyizan yo te rasanble nan Machatè pou manifeste kont taks okipasyon an t ap fè yo peye; marin yo te tire sou foul la, plizyè peyizan te mouri. Se yonn nan evènman ki pral lakòz okipasyon an fini.

Nou pa kapab bliye terib masak sa a, yon masak peyizan san zam, nan kad premye okipasyon Amerikèn an soti 1915 pou rive 1934 ki te benefisye konplisite klas dominan yo ak entelektyèl ki te dèyè yo.

Vrèmanvre, depi Prezidan James Monroe te enonse, an 1823, doktrin ki pote non li a, sètadi "Amerik pou Ameriken yo", repiblik ki gen plizyè zetwal la te bay tèt li misyon pwolonje, inilateralman, politik li yo. dominasyon ekonomik, epi pafwa militè sou tout Amerik Latin nan ak tout Karayib la.

1500 peyizan te reyini nan kwa Mati, jou 6 desanm 1929 la. Yo te refize peye taks okipan an te mande pou yo peye. Kriminel meriken te simen bal sou gwoup peyizan konsekan sa yo. Anpil fanm kou gason te tonbe !

Chalmay Peral ak Benwa Batravil te reziste anba fòs fènwa meriken yo. Jistis ak reparasyon n ap mande pou Peyizan Machatè yo.

Okipan yo te retounen ak kòve. Bagay sa a te bay peyizan yo plis fòs ankò pou yo revòlte, goumen komsadwa kont okipan yo.

Nou pa bliye tou 5 desanm 1492, jou piyajè, atoufè Kristòf kolon te debake sou tè sa a. N ap mande jistis ak reparasyon pou tayinos yo, kolon te fin touye yo ewpi piye yo.

AUTHENTICALLY MANHATTAN.

No one tells the story of New York better than New Yorkers, and now the story just got bigger. Presenting MNN's HD Community Channel: We built this channel specifically for MNN Community Producers to tell their stories. Love stories, documentary stories, action stories, BIG stories. Join us at MNN HD on Time Warner Cable channel 1993 for the biggest New York stories there are - the story of your life.

AMPLIFIED LOCAL VOICES

TIME WARNER CABLE CHANNEL 1993

HD MNN

STREAMING WORLDWIDE ON MNN.ORG

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.



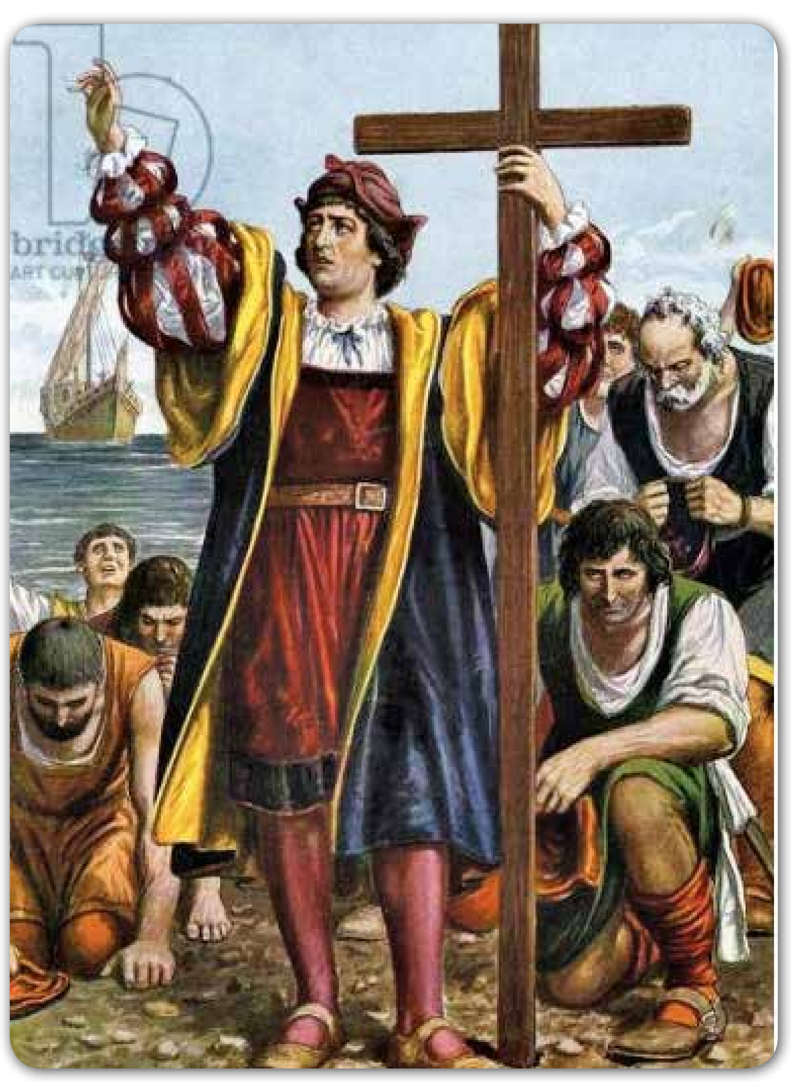
• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203

718.613.0228

5 Desanm : Yon dat krim ak san



Kristòf Kolon

J. Fatal Piard

Bay kou toujou bliye
Pote mak toujou sonje
Pwovèb Ayisyen

5 desanm 2023 sa a fè 523 lan men pil longè depi yon bann ak yon kolonn kolon anjandre te debake an chango ak yon krèy bib tout koulè pa bò isit. Kretyen bò katedral sa a yo te vin pote yon bann moso bondye depaman vin foure an travè nan gagann Tayino yo ki t ap viv byen poze sou zile a. Kòm blan kretyen sa a yo sèl inik grenn ki te gen tout verite nan de pla men yo, yo deklare se yo sèl ki sivilize pase sa tout lòt pèp yo.

Sa tande a sa te ba yo tout dwa pou yo te bay tout lòt pèp yo deklare k sovaj ki merite Bwa Kale. Efektivman sivilize kretyen loksidan an yo mache bay tout Tayino yo Bwa Kale tout longè tout gwòsè tout lajè. Nan yon ti bat je nan non makòn bondye akwòkwò pa yo a, loksidan akwò fin kankannen tout Tayino yo tou vivan devan de kalalou je tout makòn dye loksidan an yo. Menm dye san memwa sa a te gen tan prese bliye si yo te di sispann sasinen moun bann ansasen.

Wi se nan tout paj nan bib blan an yo krèy dye Izrayèl yo te di piga n fout touye moun ankò bann kannibal pwofesyonèl. Antere moun tou vivan, boule moun tou vivan. Koupe 2 men yo san anestezi lè yo pa travay byen pou fè yo vin rich. Koupe 2 pye yo san anestezi pou w pa gen pye pou w kouri sove nan dife lanfè lesklavaj detan y ap pase mizè 24/24. Kole fè cho nan do yo. Foure fè cho tou wouj nan dèyè yo pou sori nan gòj yo.

Detan sa a menm y ap fòse yo di Zezi renmen yo. Antere tout kò yo nèt kite ti tèt yo deyò sèlman badijonnen l ak siwo pou fwomi flanman, krabanbara, aganman, koulèv sèpan, annipye, vennkatrè rat sourit fin manje yo jis yo trepase ak 2 gren je yo tou kale devan 2 genn je menm bondye sa a yo ki di pigan n fout touye moun ankò yo. Detan y ap trepase pè episkopwèl fè krèy ak pè legliz katolil apostolik pou fòse yo konfese peche yo pou yo ka al nan paradi tèt dwat.

Anvan yo fin trepase pè sadik yo fòse Tayino yo chante « N ap di bondye Izrayèl yo mèsi. Pou tout masak yo voye kolonn kolon san zantray yo fè pou Tayino yo. Yo voye kretyen kakatolib vin ban nou Bwa Kale. Chak jou n pe di yo milya mèsi. Si yon jou n rive bò lanmè Sayira nan Yogann si n panche fèy zòrèy nou bò mang yo, n pe tande Rèn Anakawona ki pe chante ti chante remèsiman sa a detan l t ap kankannen anba flanm dife espayòl kretyen yo.

Si van an ta soufle pi fò toujou nan fèy mang yo w ap tande tout santèn mily Tayino yo k pe chante. Y ope chante pou yo di krèy dye Izrayèl yo mèsi anpil. Mèsi pap sifi pou di dye Izrayèl yo poutèt yo te voye kriminèl Espayòl yo vin mare yo, fè kakadejak sou yo epi boule yo tou vivan ak tout kay kote yo te rete a. An tou ka tout sa n sot di k te rive Tayino yo se gras a pisans levanjil kriminèl kolonn kolon kretyen kakatolib espayòl yo.

« Nan kad travay memwa, kidonk sonje sa k te pase yè pou n konprann sa k ap fèt jodia epi kòman pou n pare move kou ke yo ka pote n demen ». Sa a se diskou pè Reno Franswa ki lage kò l toutouni nan batay pou liberasyon Mas Pòv yo detan l pa pè je pou l manje tè

Les marchandes de produits alimentaires d'Haïti font face à des pressions croissantes



Cedeniese Lexima, une marchande de produits agricoles connue sous le nom de Madan Sara, recherche des produits de qualité au marché de Maniche



Des sacs de produits agricoles au marché de Maniche, Haïti. Les Madan Sara les transporteront pour les vendre dans d'autres communautés, comme Les Cayes, à une heure de route au sud de Maniche. . ROSE HURGUELLE POINT DU JOUR, GPJ HAITI



Maudeline Rozin embouteille de l'huile végétale pour la revendre au marché de Maniche. Elle a quitté son métier de Madan Sara, ce qu'elle avait fait depuis son plus jeune âge, après que son travail ne devienne plus rentable à cause des barricades routières

Par Rose Hurguelle Point du jour*

Les Madan Sara fournissent un service vital en transportant les produits des planteurs pour les revendre dans les communautés urbaines. Mais les catastrophes naturelles et l'insécurité croissante menacent leur mode de vie.

Maniche, Haïti — Depuis plus de 20 ans, Cedeniese Lexima, une mère célibataire, pourvoit à ses besoins et à ceux de ses quatre enfants en achetant des produits aux agriculteurs locaux pour les revendre dans la ville des Cayes, dans le sud-ouest. Elle fait partie des centaines de femmes haïtiennes connues sous le nom de Madan Sara, qui constituent un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement alimentaire du pays.

Les Madan Sara du nom d'un oiseau migrateur adepte de la recherche de nourriture, travaillent ensemble et comptent sur les transports en commun pour transporter les produits locaux entre les communautés.

« *Je ne suis pas membre d'aucune organisation de Madan Sara,* » explique Lexima. « On est des oubliées, mais on fait de notre mieux pour nous aider les unes les autres. On ne se déplace jamais seules mais en groupe. » Lexima dit que la mairie ne leur accorde pas le même soutien, comme l'assurance maladie, qu'on accorde aux autres travailleurs.

Passant chaque semaine plusieurs jours loin de sa maison à Maniche pour se rendre dans les marchés, les hôtels et les restaurants pour vendre des produits frais, Lexima fournit un service vital aux planteurs en recueillant et en vendant leurs produits et en permettant ainsi aux communautés urbaines d'accéder aux denrées cultivées localement. Mais ce mode de vie est menacé tandis que le pays fait face aux catastrophes naturelles, à une pénurie de carburant et aux barricades routières, empêchant à ces femmes de gagner leur vie.

De plus, la communauté agricole, sur laquelle comptent les Madan Sara peinent toujours à rétablir la production après un tremblement de terre de magnitude 7,2 dans la matinée du 14 août 2021.

« *Tout le monde autour de moi courrait et hurlait, 'Jezi sovem' [sauve-nous Jesus'],* » raconte cette veuve de 50 ans. « Au loin c'était devenu blanc à cause de la poussière, et Maniche était à terre. »

La petite commune montagneuse de Maniche a été l'une des plus durement touchées par le tremblement de terre, qui a détruit presque toutes les maisons et a eu un impact dévastateur sur le secteur agricole. Des tempêtes et des inondations ont suivi le tremblement de terre de 2021, obligeant de nombreux agriculteurs à recommencer à zéro. Avec moins de produits disponibles, il est encore plus vital que les Madan Sara puissent vendre les produits qu'elles peuvent trouver.

Les marchés les plus lucratifs pour vendre des produits se trouvent à Port-au-Prince, la capitale du pays, mais pour y arriver à partir de Maniche, il faut traverser Martissant, un quartier désormais bloqué par des barricades routières et des gangs qui exigent un paiement pour laisser passer les gens.

Ceux qui tentent le voyage découvrent bientôt que cela ne vaut pas le risque. « *La première fois que j'ai pris le risque de traverser Martissant, on était plusieurs dans une camionnette,* » dit Didine Durand, une Madan Sara. « Des bandits armés jusqu'aux dents ont arrêté la camionnette, le chauffeur a payé et ils nous ont laissés passer. J'ai payé pour ne pas mourir. Après ce voyage je ne cours plus ce risque, je fais le commerce uniquement entre Maniche et les Cayes. C'est moins rentable mais au moins je suis en sécurité, » se référant à la ville portuaire du sud, à une heure de route au sud de Maniche, où elle doit vendre ses produits à un prix inférieur.

Plus d'un tiers de la population étant confrontée à la faim aiguë, donc l'accès à la nourriture est vital. Les agriculteurs comptent sur ces femmes pour transporter leurs marchandises au marché. L'économie locale de Maniche dépend principalement de l'agriculture. Les petits agriculteurs cultivent des denrées sur leurs parcelles de jardin pour eux-mêmes et pour vendre au marché. Le tremblement de terre a enseveli de nombreuses fermes et jardins et endommagé les systèmes d'irrigation à Desrodières et Dory, deux communes de Maniche comptant un grand nombre de producteurs de riz, et de pois noirs. Ils disent qu'ils n'ont pas reçu l'aide dont ils avaient besoin pour se remettre sur pied.

Jean Calèbre Rebecca, un planteur de Maniche et coordinateur de l'Organisation pour la Promotion des Agriculteurs Généresse/Maniche, un groupe de défense qui travaille avec environ 400 agriculteurs, affirme que les planteurs qui ont perdu leurs terres et leur bétail dans les hautes terres à cause des glissements de terrain n'ont pas reçu suffisamment d'aide.

« Après ces pertes ce n'est pas facile de se relever, » dit Rebecca. « Nous n'avons pas trouvé d'aide de l'État, les prix des semences ont augmentés à cause de la rareté de carburant sur le marché et nous n'avons pas de crédit agricole. Nous sommes livrés à nous mêmes. »

Mais le Maire de Maniche, Jean David Brunard, affirme que certains agriculteurs ont reçu des semences du gouvernement pour les aider à rétablir leurs fermes. « Je n'aime pas quand certains planteurs disent que L'état ne les aide pas, » dit-il. « Les organisations internationales ne peuvent pas venir dans une communauté sans un partenariat avec la mairie, donc indirectement on apporte notre aide. »

L'agricultrice Rose Marthe Desrivieres dit que le gouvernement a distribué des semences de pois noir, mais comme cette culture nécessite beaucoup d'eau pour pousser, seuls les planteurs à proximité d'une source d'eau ont pu utiliser les semences.

« Le ministère a procédé à la distribution en décembre et généralement on plante les pois en novembre, » ajoute-t-elle. « Comme les autres planteurs j'ai dû vendre d'autres biens pour me procurer les semences en novembre et en recevant les semences [du gouvernement], je les ai vendues. »

Pierre Thomas Raphael, un agriculteur qui cultive du riz en plus petites quantités qu'avant le tremblement de terre, affirme que les semences gratuites ne sont pas la solution.

« Ce dont nous avons principalement besoin c'est la sécurité dans le pays, des crédits agricoles pour les planteurs et des micros crédits pour les Madan Sara pour nous permettre de nous relever, » dit Raphael

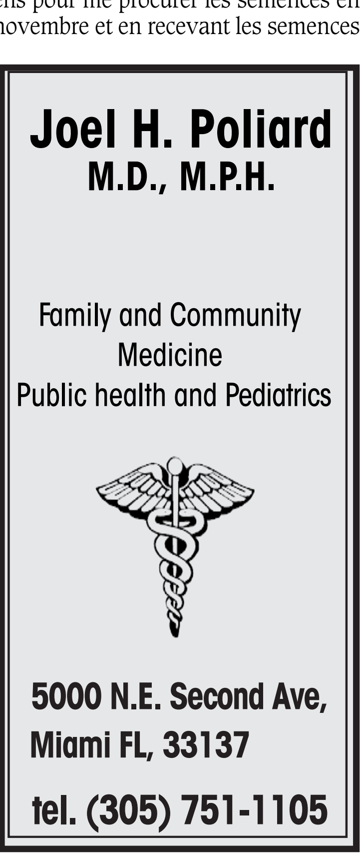
Maudeline Rozin a cessé de travailler comme Madan Sara, un mode de vie auquel elle a été initiée à un jeune âge. Avec le blocage des routes, le métier n'est plus rentable. Elle vend maintenant de l'huile de cuisson à Maniche.

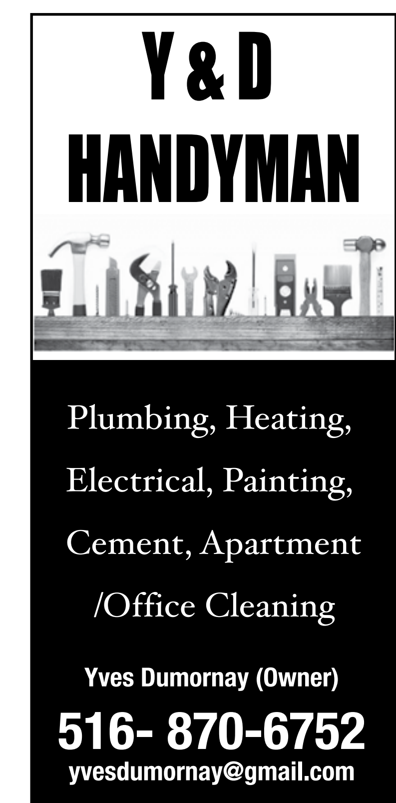
Alors que certaines de ces femmes recherchent des opportunités économiques alternatives et que d'autres se contentent de moins de revenus, il est possible que continuer le métier de Madan Sara ne soit plus une option pour beaucoup.

« Notre sort sera toujours scellé sans sécurité, » dit Durand. « Il n'y a plus moyen de circuler et de vendre à bon prix. »

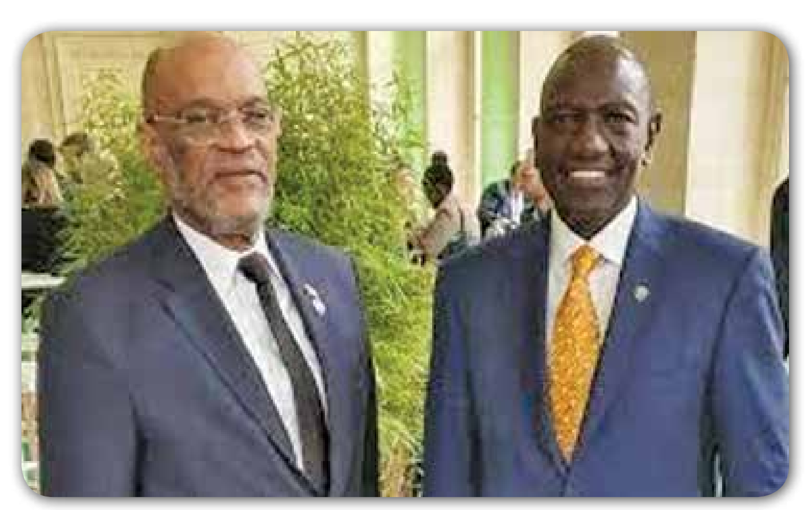
***Rose Hurguelle Point du jour** est journaliste à Global Press Journal en Haïti.

Global Press Journal Avril 2023





Le feuilleton kenyan en Haïti !



Le président William Ruto et le Premier ministre haïtien Ariel Henry ont assisté à New York, aux États-Unis, à la signature de l'accord à la mission d'occupation militaire kenyane

Par Catherine Charlemagne

(5e partie)

Pour l'histoire, voici le texte qui a été rédigé et publié scellant ainsi les relations diplomatiques entre la République d'Haïti et la République du Kenya « *Désireux de promouvoir et de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays pour le bénéfice mutuel des peuples de la République d'Haïti et de la République du Kenya et dans la poursuite des intérêts communs. Guidé par les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, du Droit international et des Traités, en particulier en ce qui concerne la promotion de la paix et de la sécurité internationales, l'égalité entre les États. La souveraineté nationale, l'indépendance, l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États et en vertu de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques du 18 avril 1961 et la Convention de Vienne sur les Relations Consulaires du 24 avril 1963.*

Ont décidé d'établir des relations diplomatiques, à compter de la date de signature du présent Communiqué conjoint et ont accepté d'échanger des Ambassadeurs à l'issue des processus établis par les voies diplomatiques. En foi de quoi, les Représentants soussignés, autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Communiqué conjoint en deux exemplaires originaux en français et en anglais, les deux textes faisant également foi. » Après les actes, les deux parties se sont congratulés et chacune, en portant un toast, a souligné l'importance de cette relation sans oublier de revenir sur le sujet qui les a rapprochés. Du côté kenyan, le Président William Ruto appelle à une approche globale dans les relations avec Haïti, affirmant que si son pays prend le leadership de la force multinationale en Haïti cela inclut « *des considérations politiques, sécuritaires et de développement afin de remédier efficacement à la situation en Haïti. Selon le dirigeant kenyan, « le Kenya ferait sa part en dirigeant une mission multinationale de soutien à la sécurité, dotée de ressources suffisantes et efficace, en Haïti.* »

Pour sa part, le Premier ministre Ariel Henry a réaffirmé que « *Haïti avait besoin de tout le soutien nécessaire pour relever les immenses défis auxquels le pays est confronté. Le peuple haïtien attend avec impatience l'élimination des bandes criminelles qui sèment la terreur au pays depuis 2021.* » Après cet échange de bons procédés, c'est à la Tribune des Nations-Unies que les choses allaient se passer concrètement pour les deux pays. Si Ariel Henry devait attendre vendredi pour intervenir, le jeudi 21 septembre, les Etats membres de l'ONU ont assisté à un vrai plaidoyer du Président William Ruto en faveur d'Haïti. Se montrant déterminé, combattif, le dirigeant kenyan se faisait historien afin de sensibiliser la Communauté internationale à se décider sur le sort d'Haïti. Ça y est ! Il est décidé à prendre sa part, toute sa part, dans la conduite des opérations en Haïti. Il n'attend que le vote du Conseil de sécurité dont il sollicite l'accord pour mobiliser les hommes et l'intendance. Et William Ruto, depuis son Pupitre de l'ONU, lance ce message « *Les cris de nos frères et sœurs, les premiers à avoir gagné leur combat pour la liberté face à la tyrannie coloniale, sont arrivés jusqu'à nos oreilles et nos cœurs.*

Un peuple fier mais humilié qui aujourd'hui souffre immensément, héritage amer de l'esclavage, du colonialisme, du sabotage et de l'abandon. Haïti est un test de solidarité et d'action collective pour la Communauté internationale, test auquel elle a échoué jusqu'à présent. Ne rien faire face à cet isolement, cette négligence et cette trahison historique est hors de question. J'appelle le Conseil de sécurité à approuver une Résolution détaillant les contours de cette mission de soutien. Cette mission devrait s'inscrire dans une stratégie plus large. Stratégie qui inclut aide humanitaire, soutien des moyens de subsistance, réformes et processus politiques menés par les Haïtiens dans l'objectif d'organiser des élections libres et justes dans un calendrier raisonnable ». Après ce cri du cœur du chef de l'Etat du Kenya, on pouvait penser qu'il ne resterait plus de place pour tergiverser sur le sort d'Haïti.



L'ambassadrice de l'USA aux Nations-Unies, Linda Thomas-Greenfield et le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken

Pourtant, le Canada qui entend jouer dans la cour des grands et tentant de se présenter comme l'allié fidèle des Etats-Etats dans le dossier tout en essayant de couvrir son échec à monter l'expédition avec des coups de sanctions contre les politiciens, hommes d'affaires et secteur bancaire haïtien, revient avec une nouvelle liste de sanctionnés : Jean-Marie Vorbe, de SOGENER, Carl Braun, l'un des fondateurs et dirigeant de la plus grande banque privée haïtienne (Unibank) et Marc Antoine Acra, industriel du textile comme pour faire diversion. Toujours à New-York, le jeudi 21 septembre 2023, Justin Trudeau, le Premier ministre canadien, dans le cadre de l'Assemblée générale, a reçu son homologue haïtien, Ariel Henry, dans le très select *Qatar Lounge* à l'ONU. Visiblement à court d'argument sur un dossier qu'il ne maîtrise quasiment plus depuis que le Kenya apparaît mieux à même à répondre à l'appel des Etats-Unis, d'emblée le Premier ministre canadien ouvre la rencontre par cette annonce « *Le Canada continue de s'engager à soutenir le peuple haïtien pendant cette période épouvantable.*

Nous fournissons de l'aide humanitaire, de l'aide à la Police nationale d'Haïti (PNH). On est en train de bâtir un consensus politique dans la région et à l'international. On a imposé des sanctions contre des élites qui contribuent à cette instabilité et cette crise. On a annoncé 100 millions de dollars d'aide à la PNH. Ce qui contribuera à la stabilisation de la situation sécuritaire. Aujourd'hui, je suis content d'annoncer qu'on va donner 80 millions de dollars de plus, pour de l'aide humanitaire et de l'aide à la sécurité ». En fait, à part les trois noms rajoutés sur la fameuse liste noire des sanctions, il n'y a rien de nouveau dans ce qu'a annoncé Justin Trudeau qui essaie de se rattraper dans un dossier dont il a perdu le contrôle. D'ailleurs, la réponse du chef de la Transition en Haïti ne laissant aucun doute sur ce que pense le dirigeant haïtien de l'attitude du chef du gouvernement canadien. Courtois, Ariel Henry y a répondu simplement : « *Nous nous engageons à continuer le dialogue et voir comment on peut sortir le peuple de cette situation difficile qui a trop longtemps duré.*

C'est urgent de trouver une solution. Il en va de la vie des citoyens qui souffrent énormément au quotidien. Le Canada a déjà pris un certain nombre d'initiatives comme la réunion d'aujourd'hui. Nous espérons sortir de cette réunion avec quelque chose de concret qui pourra changer la vie des Haïtiens. » C'est une façon de dire que nous n'attendions rien d'Ottawa à part le support financier et quelques policiers de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Le vendredi 22 septembre 2023, c'était au tour du locataire de la Villa d'Accueil de monter à la Tribune de l'ONU. Dans son intervention, outre un plaidoyer général pour la paix et la problématique sanitaire et sécuritaire dans le monde, Ariel Henry est revenu à la charge et a réitéré sa demande du mois d'octobre 2022 relative à l'aide militaire internationale. Il a imploré le Conseil de sécurité de l'ONU à qui revient le vote d'une Résolution pour l'envoi d'une mission militaire dans un Etat membre ; il soutient également le leadership du Kenya pour conduire cette force multinationale dont les Etats-Unis et Equateur tentent de concocter un texte qui pourrait satisfaire la Russie et la Chine.

Ce vendredi 22 septembre 2023, beaucoup d'initiatives ont été entreprises à New-York au cours de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur le dossier haïtien afin de sortir de ce feuilleton interminable dont le Kenya en devient le personnage central sans pour autant avoir ni la capacité militaire ni les moyens financiers pour faire quoi que ce soit sans le soutien de Washington et l'accord d'un certain nombre de pays amis alliés des Etats-Unis. Ainsi, pendant que certains discourent dans les différentes chambres de l'ONU, une réunion pour la création d'une *Mission Multinationale de soutien à la sécurité en Haïti* (MSSH) était organisée sous l'auspice des Etats-Unis par le Secrétaire d'Etat Antony Blinken. Rejoints par l'ambassadrice de l'USA aux Nations-Unies, Linda Thomas-Greenfield, plusieurs pays ont pris part à cette énième rencontre portant sur cette thématique haïtienne. En présence des trois premiers pays concernés, Etats-Unis, Haïti et Kenya, près de trente autres Etats ont participé à cette réunion comme en témoigne cette liste comprenant des représentants : d'Antigua-et-Barbuda, d'Argentine, des Bahamas, de la Barbade, de Beyrouth, du Belize, du Canada, de la CARICOM, du Chili, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, de la Dominique, de la République dominicaine, de l'Équateur, de l'UE, de l'Allemagne, de la France, de la Guyana, de la Jamaïque, du Japon, d'Italie, du Mexique, de l'OEA, du Paraguay, du Pérou, de Sainte-Lucie, d'Espagne, de Suriname, de Trinité-et-Tobago, du Royaume-Uni et d'Uruguay. Le but de cette rencontre pour Washington, fédérer tous ces pays dans ce qu'il appelle : *Mission Multinationale de soutien à la sécurité en Haïti* (MSSH), une nouvelle appellation pour mieux noyer le poisson aux yeux des Russes et des Chinois et les autres Etats plus sceptiques sur une opération militaire proprement dite.

Dans ce dossier, comme on peut le voir, la Maison Blanche ne parle plus de force militaire multinationale robuste mais de mission multinationale. Ce qui, sur le fond, revient au même. C'est le vocabulaire qui change. En réalité, l'objectif reste le même. Lors de la réunion organisée sous l'obédience des américains, ces derniers ont profité pour rassurer leurs hôtes que tout ou presque sera pris en charge par Washington. D'après Anthony Blinken, le patron du Département d'Etat américain (ministère des Affaires Etrangères), les Etats-Unis fourniraient : la Communication, le Renseignement militaire, la logistique, le transport aérien des troupes, le soutien médical sans oublier la coquette somme de 100 millions de dollars dès que le Conseil de sécurité aura approuvé la « Mission Multinationale de soutien à la sécurité en Haïti », en somme l'intervention militaire conduite par le Kenya désigné par Washington. Rappelons que cette déclaration a été faite en présence du Premier ministre Ariel Henry et du ministre des Affaires Etrangères kenyan, Alfred Nganga Mutua qui, entretemps, a été muté au Ministère de la Culture.

Mais, à en croire la Secrétaire d'Etat-Adjointe chargée des Affaires politiques au Département d'Etat américain, Victoria Nuland, c'est environ 200 millions de dollars que les Etats-Unis entendent mettre tout de suite sur la table pour démarrer l'opération, dans la mesure où 100 millions viendraient des caisses du Pentagone (Ministère de la Défense) et 100 millions du budget fédéral après l'accord du Congrès. Et la Maison Blanche ne compte pas s'arrêter là, puisque, selon Victoria Nuland, Washington entend mettre à contribution tous ses alliés. « *Pour cette mission nous passerons également le chapeau au niveau international, et nous espérons que beaucoup de nos partenaires seront prêts à intensifier leurs efforts* » déclarait la Secrétaire d'Etat-Adjointe. La Représentante en Haïti du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), Mme Maria Isabel Salvador, qui a pris part à la fameuse réunion était toute heureuse et aux anges à la sortie. Cette fois-ci, elle y croit. Si elle avait refusé de donner une date précise, elle espérait tout même que ce serait le plus rapidement. Elle osait même dire que ce serait dans une semaine. Rappelons, qu'on était le vendredi 22 septembre 2023.



La Secrétaire d'Etat-Adjointe chargée des Affaires politiques au Département d'Etat américain, Victoria Nuland

« *Cette réunion a permis aux pays qui s'intéressent à Haïti d'échanger sur les besoins de cette mission multinationale de support à la sécurité en Haïti. Il y a eu des échanges assez forts et clairs sur la décision que le Conseil de sécurité devra prendre, on espère, la semaine prochaine, au sujet de l'autorisation pour cette mission. Le processus traîne parce qu'il s'agit de négociations. Il faut négocier entre les pays sur le texte, son contenu, etc. C'est pour cela que ça traîne. Mais la majorité des pays qui ont pris part à la réunion de ce vendredi veulent appuyer la résolution. Il appartient maintenant au Conseil de sécurité de décider. Je ne peux pas donner de date. On l'avait fait avant, et deux fois. Mais les pays prennent du temps avant de décider. On a parlé de la semaine prochaine mais je ne peux pas dire quel jour* » avançait Maria Isabel Salvador la cheftaine du BINUH restant très optimiste. **(A suivre)**

C.C.

Calling for "Radical Change," Former Coup Leader Guy Philippe Triumphantly Returns to Haiti



Guy Philippe: "I am working for a radical change, profound change."

by Kim Ives

The former leader of the "armed wing" of the U.S. and French-backed coalition which drove President Jean-Bertrand Aristide from power in February 2004, Guy Philippe, 55, was returned to Haiti along with 16 other Haitian deportees on a U.S. Department of Homeland Security-chartered flight from Alexandria, LA to Port-au-Prince on Nov. 30.

The timing of his arrival could not be better for him or worse for the government of de facto Prime Minister Ariel Henry.

Philippe has bitterly denounced Henry's Oct. 9, 2021 call for foreign military intervention, proposing instead that Haitians organize themselves, alongside the Haitian police and army, to reestablish security in the country, elect a new government independent of all foreign involvement, and revitalize the economy.

Furthermore, the head of his party, the National Consortium of Haitian Political Parties (CNPPH), Jeantel Joseph, is the chief of the Brigade for Surveillance of Protected Spaces (BSAP), a police unit founded by President Jovenel Moïse to guard Haiti's national parks. In recent months, BSAP officers have been providing security for the large crews constructing an irrigation canal off the Massacre River along Haiti's northeast



Guy Philippe at a large rally in Jérémie: "Since 2015, the foreigners (blan) have put their foot on our neck... Today, the foreigners cross their arms as if it wasn't they who destroyed the country."

border with the Dominican Republic. The BSAP cops had a tense standoff with Dominican troops menacing the canal's construction last month, thereby earning them the support and admiration of Haitians worldwide. In recent weeks, the BSAP's ranks have swelled to over 15,000, according to a well-place source who works with the Haitian National Police (PNH), although most of the new recruits are unarmed and unpaid. But they are rapidly being armed, and Guy Philippe sees a future for them as a sort of popular militia that can be a surrogate or support for the PNH and Haitian army.

"I am working for a radical change, profound change," he said. "Stop thinking that the *blan* (foreigners) are going to help us. They are not going to help us. If they were, they would have done so already."

Although saying that the path ahead will not be easy, Philippe has said that kidnapping and insecurity could be stopped "in 90 days."

His statements, in several packed, impromptu press conferences since his return, have aroused many Haitians who have longed for a strong, charismatic leader to steer a course for them out of the impasse in which they have found themselves for the past two and a half years since President Jovenel Moïse's grisly assassination on Jul. 7, 2021.

Nowhere were those impassioned hopes more on display than during Philippe's arrival last week in Jérémie, the seat of his native Grand'Anse Department on Haiti's southwestern tip, where he received a rapturous hero's welcome.

Haitian police, working closely with clandestine U.S. Drug Enforcement Agency (DEA) agents, ambushed and arrested Philippe on Jan. 5, 2017 outside Garry Pierre-Paul's Scoop FM radio station, where he had just given an interview. Philippe was the Grand'Anse's Senator-elect and would have been sworn in and assumed his immunity-conferring parliamentary seat a month later, on Feb. 7, 2017.

Philippe had been charged in a sealed November 2005 indictment with drug trafficking and money laundering but had evaded at least 10 attempts by DEA agents over the previous decade to capture him near his base in the picturesque seaside village of Pestel.

Finally caught, Haitian cops and DEA agents hustled him to a waiting plane on which he was flown to Miami and arraigned.

On the advice of his lawyer, Philippe cut a deal in April 2017 with prosecutors to plead guilty to money laundering charges, thereby avoiding the danger of conviction on drug trafficking charges which could have carried a life sentence. Instead, he was sentenced in June 2017 to only nine years, with early release for good conduct. He spent six years and 10 months in U.S. jails.

Nonetheless, he has always refuted the charges against him, especially those for drug trafficking, which, he has argued on the radio and through his lawyer, were very flimsy and circumstantial, based on "false evidence and perjured testimony." He even brought a civil rights lawsuit in 2018 to overturn his conviction and receive $100 million in damages. He later withdrew it with the option to refile.

Former U.S. officials have expressed worry that Philippe's arrival in Haiti will make the already chaotic situation worse. (The secret U.S. Embassy cables which Wikileaks provided to *Haïti Liberté* in 2011 provided a glimpse of the State Department's view of Guy Philippe, presented in a 2016 series of articles.)

""I'm not close enough to the situation to comment on the facts, but this does seem a particularly bad time to add gasoline to a raging fire," former U.S. Ambassador to Haiti James Foley told the *Miami Herald*. Foley served in the post from 2003 to 2005, when Philippe was waging war on Aristide.

Luis Moreno, who was the U.S. deputy chief of mission who forced Aristide onto a U.S. plane on Feb. 29, 2004, was also appalled that Philippe was sent back to Haiti.

"It's incomprehensible how anyone could think this was a good idea," he told the *Herald*. "He still has influence. He still has guns. He still has access to narco-trafficking. He also has intense political aspirations and ambitions. He wants to be the ruler of Haiti, he wants to be the dictator of Haiti. It has always been his dream and his objective. And that's dangerous."

The assessment of U.S. officials is surely colored by the fact that Philippe often presents Hugo Chavez, Fidel Castro, and Nelson Mandela, as his political models.

While many Haitians are enthralled by Philippe's revolutionary heroes and nationalist rhetoric, many are also leery about, if not disgusted by, the role he played in the 2001-2004 coup d'état.

While today denouncing foreign powers, Haiti's corrupt "political class," and its treacherous bourgeoisie, Philippe worked closely with all of them to overthrow Haiti's incontestably elected, overwhelmingly popular President Aristide over a bloody three year military campaign, which claimed the lives of hundreds of Haitian police officers, cadets, and civilians.

In 2007, Peter Hallward, the author of *Damming the Flood: Haiti and the Politics of Containment,* the definitive account of the 2001-2004 coup d'état, conducted a long interview with Philippe.



Pablo Aneli

In 2004, Guy Philippe joined with the Haitian bourgeoisie and former death-squad leaders like Louis Jodel Chamblain (left) in overthrowing President Jean-Bertrand Aristide.

"If I fought so fiercely against Aristide it's because I really believed in what he was saying, back in 1990," Philippe told Hallward. "I really thought he was going to help the poor to escape their misery; unfortunately he let himself be bought, and he didn't turn out to be the Castro or the [Thomas] Sankara that we needed. It was a real disappointment."

Throughout the interview, Philippe refers to a book, *Le Temps des chiens* (The Time of Dogs), that he claimed to have already written but was waiting to publish. Until now, it has not seen the light of day, and Hallward's interview remains the principal account of Philippe's version of his motives and actions during that turbulent period of Aristide's second overthrow.

Although there have been many reports that Washington and Santo Domingo provided Philippe with weapons, funding, and even training, he denies it.

"The Haitian elite and the political parties in the [political opposition's Democratic] Convergence helped us with money and weapons," Philippe told Hallward. "Some leading Haitian businessmen met with us, and in Cap Haïtien for instance they donated around $50,000 (US). Getting hold of money was not a problem.... Yes, we had meetings with various businessmen and they helped us. In Gonaïves, we met with several businessmen and via [another 'rebel' leader] Ravix [Rémissainthe] they contributed around $200,000 (US) to buy arms and ammunition. The businessmen seemed keen to help us at all costs."

But in the end, Philippe became bitter against politicians like Evans Paul and Himmler Rébu, along with the NED-concocted "Group of 184" civil society front, headed by assembly industry magnate Andy Apaid.

"Under international pressure, they then betrayed us, and they signed the tripartite accord on 4 March, which decided on the procedure for choosing a post-Aristide government," Philippe complained to Hallward. "And it was them, and Andy Apaid, who advised the U.S. embassy to kidnap Aristide in order to prevent me Guy Philippe from taking power and setting up a government in Haiti like the one that Chávez set up in Venezuela."

The Haiti of 2023 is not that of two decades ago. There is a new generation, with a different ideological outlook and deeper desperation, looking for political answers and avenues. This means that Guy Philippe's time may have come, or it may be past.

"He has two major obstacles to overcome," said a source who knows him well and has worked with him over the years. "The first is a huge ego, and the second is a bad temper. He is very unpredictable, and he's going to do what he wants. He's not good at taking advice."

Philippe can be expected to dominate Haiti's political scene for at least the next few months.

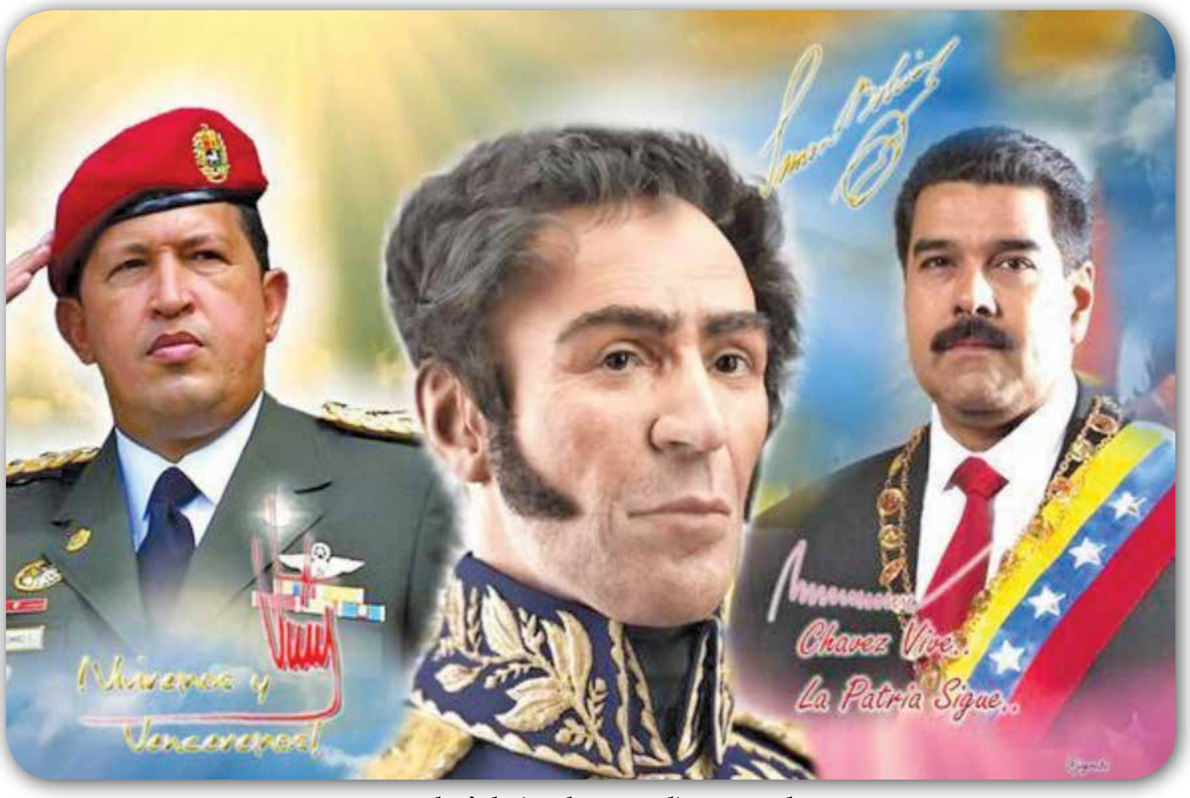
"I see that people everywhere are in misery. I know it, hear it, and see it. But don't be discouraged," he told a giant crowd in Jérémie this week. "Things are not as impossible as they make believe. Haiti can change, Haiti will change, we'll find our way. The only thing I'll tell you: since 2015, the foreigners (*blan*) have put their foot on our neck. They decide who's in power: they name who's president, prime minister, minister, police chief, head of the army. Today, the foreigners cross their arms as if it wasn't they who destroyed the country. If there's somebody destroying the country, it's the foreigners. If there's somebody who's preventing the country from advancing, it's the foreigners... If a leader refuses to kneel to take orders from the foreigners, from that day they are going to try to eliminate him, destroy him, make him something he is not."

At this point, the Haitian people are trying to determine and understand what Guy Philippe really is. Is he a sincere, reformed fighter against social injustice, radicalized by political betrayal and years in the U.S. prison system, or an articulate demagogue who is ready to sacrifice Haitian democracy and lives on the altar of his own ambition, as he did from 2001 to 2004?

DE BOLIVAR À CHÁVEZ
L'ENNEMI ES



La pensée intégrationniste bolivarienne de Chávez s'est empreinte d'un soutien anti-impérialiste qui a imprégné son travail de construction d'instances d'union latino-américaine et caribéenne éloignées de l'empreinte panaméricaine...



De gauche à droite Chavez, Bolivar et Maduro

Par Sergio Rodríguez Gelfenstein

Entre novembre 1884 et février 1885, dans la ville de Berlin, convoquées par la France et la Grande-Bretagne et organisées par le chancelier allemand Otto Von Bismarck, les principales puissances mondiales se sont réunies pour organiser la division de l'Afrique. Quelques années plus tard, en mai 1916, par le biais des accords Sykes-Picot, la Grande-Bretagne et la France firent de même en Asie occidentale et en Afrique du Nord.

Ces divisions coloniales sont venues consacrer la puissance mondiale de la Grande-Bretagne, mais dans ce cas-ci, il fallait qu'elle soit une puissance partagée, d'abord avec la France, puis avec les États-Unis. Cependant, il fut un temps dans l'histoire où la Grande-Bretagne était la maîtresse de la planète, à commencer par l'étonnante augmentation de la productivité résultant de la révolution industrielle. Constituant une partie substantielle de sa puissance, la Grande-Bretagne a construit et développé un gigantesque empire colonial.

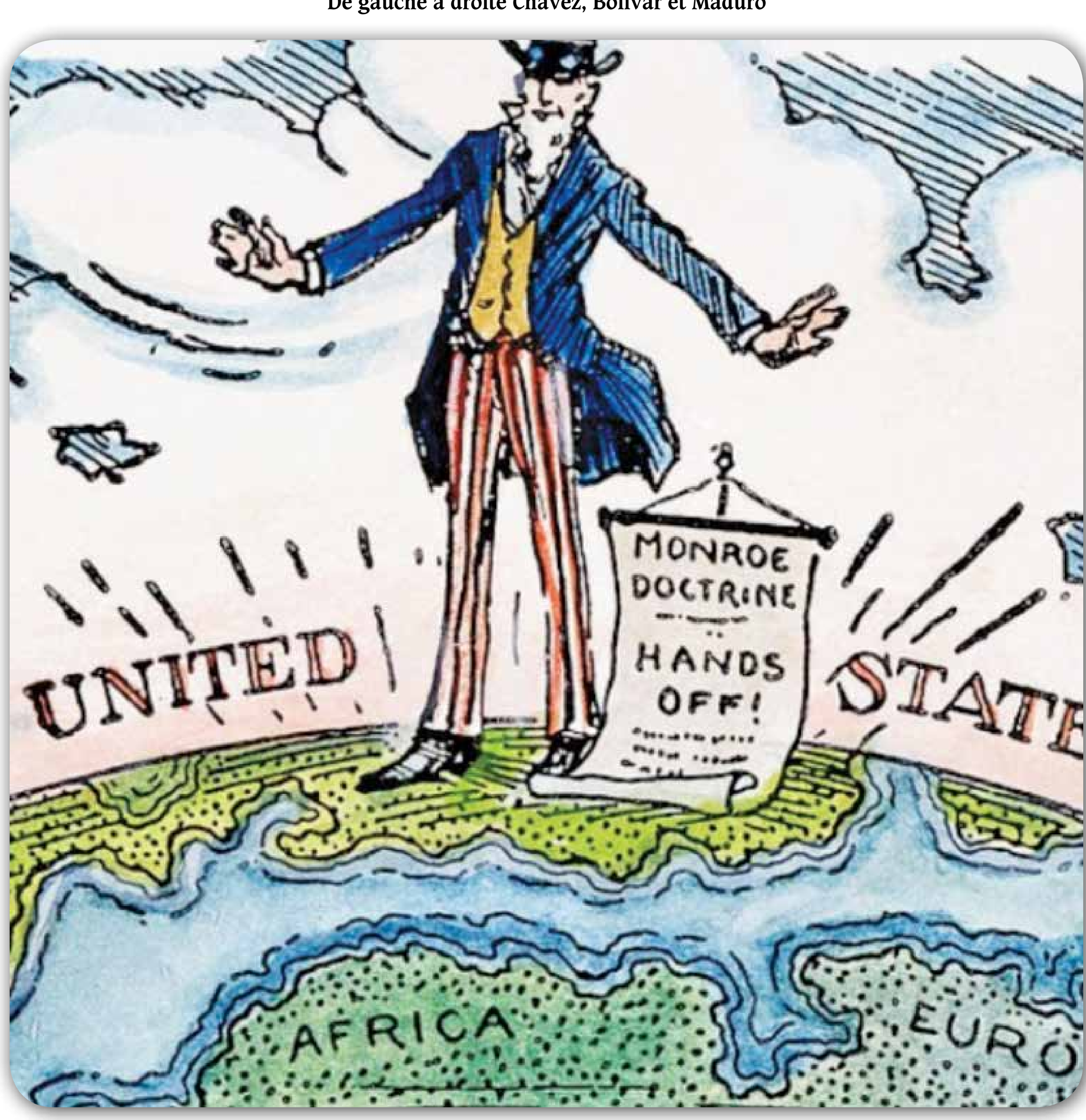
Cent cinquante ans plus tard, l'empreinte coloniale est toujours présente sur toute la planète, dans certaines régions encore à travers son expression originelle, et dans d'autres, sous la forme d'un contrôle néocolonial pour maintenir les fils qui permettent la domination d'une bonne partie du territoire. Il convient de s'intéresser aux tracés rectilignes des cartes issues de l'émergence des États nationaux dans les espaces dessinés par les métropoles après la division de la planète. Pour cela, on ne comptait pas sur l'opinion et l'acceptation des peuples autochtones de ces régions qui vivaient dans de tels territoires depuis l'Antiquité.

De même, il faut observer l'énorme quantité de conflits latents émanant des métropoles après s'être retirées de leurs colonies, vaincues ou forcées par des circonstances indépendantes de leur volonté. Par exemple, le territoire du Cachemire qui aurait dû être pakistanais est resté en Inde. Le Koweït, province irakienne, a été élevé au rang d'État national par Londres. La Jordanie, a été inventée on ne sait où, pour être donnée à la dynastie hachémite comme prix de consolation pour avoir été déplacé d'Arabie, qui a été, à son tour, donné en récompense à la famille Saoud, pour sa loyauté obstinée envers la Grande-Bretagne. .

En Afrique, les Tutsis, les Hutus, les Bantous, les Touaregs, les Massaï, les Mursis, les Zoulous et des centaines de peuples autochtones ont vu des lignes de séparation tracées avec leurs territoires ancestraux, contraints par la force de parler des langues étrangères et d'accepter des religions étranges. Du jour au lendemain, ils ont constaté avec horreur que dans leurs communautés, une partie devait parler français et l'autre anglais, en plus de devoir « demander un visa » pour rendre visite à leurs proches qui vivaient dans les communautés voisines.

Dès le début du XIXe siècle, la Grande-Bretagne a su combiner sa domination navale, son énorme capacité de crédit dans le domaine financier, sa grande expérience commerciale et sa diplomatie d'alliance réussie pour devenir la puissance hégémonique mondiale. Ainsi, la révolution industrielle est venue renforcer une position qui avait déjà connu de grands succès dans les luttes mercantilistes et préindustrielles du siècle précédent. En 1815, la défaite de Napoléon Bonaparte consolide l'hégémonie anglaise.

L'Amérique latine et les Caraïbes n'échappent pas à cette situation. Les conflits en Europe et les victoires imprévisibles d'un côté ou de l'autre conclues par des accords transférant la possession d'un territoire colonial d'une souveraineté à une autre. Ainsi, par exemple, Trinité-et-Tobago fut cédée par l'Espagne à la Grande-Bretagne par le traité d'Amiens de 1802. Aruba, quant à elle, occupée par les Hollandais en 1636, resta sous leur contrôle pendant près de deux siècles, devenant le domaine La Grande-Bretagne en 1805 et est revenue sous contrôle néerlandais en 1816. Un autre cas est celui du Belize, un territoire occupé par la Grande-Bretagne en 1638, qui a maintenu une tension constante avec ses voisins espagnols jusqu'à ce qu'en 1798, Madrid soit définitivement déplacée, ce qui en fait la seule colonie britannique d'Amérique centrale portant le nom de



La déclaration du président Monroe du 2 décembre 1823 est devenue une doctrine de politique étrangère des États-Unis

Honduras britannique.

Dans cette période du début du XIXe siècle, profitant de sa puissance illimitée, de sa petite possession en Guyane, la Grande-Bretagne entame son expansion vers l'ouest en 1814. Ainsi, les 20 000 milles² d'origine de sa colonie ont été étendus à 60 mille milles au milieu du XIXe siècle, à 76 mille milles en 1855 jusqu'à atteindre 109 mille milles, équivalent à 159 mille km².

Dans ce contexte international, a eu lieu la déclaration du président Monroe du 2 décembre 1823, qui est devenue une doctrine de politique étrangère des États-Unis. À la fin du siècle, déjà en pleine phase impérialiste, Washington a commencé à donner une plus grande continuité à l'application de cette doctrine : en 1898, les États-Unis sont intervenus militairement à Cuba et en 1903 ils ont favorisé la sécession du Panama de la Colombie pour s'emparer d'un territoire qui lui permettrait de construire le canal tant désiré. Au début du XXe siècle, les présidents Theodore Roosevelt et William Howard Taft ont mis en œuvre de nouvelles modalités d'intervention connues sous le nom de « politique du gros bâton » et de « diplomatie du dollar ». Dans ce cadre, les États-Unis occupent Cuba entre 1906 et 1909.

De même, lors de la crise vénézuélienne, qui a débuté en 1902 lorsque des navires de guerre anglais, allemands et italiens ont bombardé et bloqué les ports vénézuéliens pour exiger le paiement des dettes acquises pendant la lutte pour l'indépendance, le gouvernement du pays a invoqué la doctrine Monroe, devant laquelle Washington a agi pour « apaiser ». » les Européens en échange desquels il a promis de contraindre le Venezuela à respecter ses engagements financiers.

Tout cela contrastait avec la tradition bolivarienne de défense sans restric-

Z : 200 ANS PLUS TARD, ST LE MÊME !

tion de la souveraineté. Avec son infinie sagesse, le libérateur Simón Bolívar a déjà établi en 1819, lors de son discours au Congrès d'Angostura, des principes et des doctrines clairs pour la création des républiques américaines qui seraient établies. Dans le cas de la Colombie (à laquelle appartenait le Venezuela), en 1821, lors du Congrès de Cúcuta, les plénipotentiaires accueillirent l'idée du Libérateur et établirent une délimitation précise du territoire national. Ce faisant, une doctrine du droit international avait émergé, émanant de l'uti possidetis juris de 1810, qui acceptait comme titre légitime la possession dans laquelle les territoires américains se trouvaient et à laquelle ils avaient droit en vertu des dispositions qui avaient donné naissance à leur création.

Nous devons à Bolívar cette initiative qui a été intégrée au système juridique de la république naissante. Le Libérateur prévoyait avec une extraordinaire vision à long terme que les discussions sur les frontières entre les nouvelles républiques généreraient de graves inconvénients, il était donc nécessaire d'élaborer des règles définies qui donneraient des bases juridiques à tous et éviteraient des problèmes d'ordre public international. Personne ne sait combien de guerres le Libérateur a évitées pour Notre Amérique. Comme l'histoire l'a montré – contrairement à d'autres régions du monde – nos problèmes frontaliers ont été négligeables par rapport à d'autres continents.

Dans ce contexte, le Venezuela a protesté en permanence contre l'attitude arrogante et expansionniste de la Grande-Bretagne. C'est pour cette raison qu'en 1896, les États-Unis et la Grande-Bretagne entamèrent des négociations sur le problème frontalier de cette dernière avec le Venezuela. Cela a conduit en 1897 à un traité instituant l'arbitrage.

Les États-Unis ont réussi à imposer des conditions d'arbitrage absolument préjudiciables au Venezuela et favorables à la Grande-Bretagne. Cet arbitrage est celui qui, en 1899, en dehors du droit international, au mépris des règles établies et sans que le Venezuela puisse présenter ses arguments, n'a pas réussi à légitimer l'usurpation par une sentence. La véritable ampleur du pillage n'a été connue que plusieurs années plus tard.

En 1949, fut publié un mémorandum rédigé par l'avocat américain Severo Mallet-Prevost, qui avait joué le rôle de conseiller du Venezuela dans les négociations. Dans le document, publié après sa mort, Mallet-Prévost reconnaissait que cette sentence était le produit d'un arrangement politique entre les États-Unis et la Grande-Bretagne ayant conduit à un tracé arbitraire de la frontière, convenu en dehors du droit international que deux des cinq juges qui ont statué étaient britanniques et deux autres américains.

Cela démontre la nature imparfaite de cette récompense et c'est la raison pour laquelle aucun gouvernement vénézuélien ne l'a reconnue. En 1966, la Grande-Bretagne accepta finalement d'entamer des négociations avec le Venezuela, aboutissant à l'Accord de Genève du 17 février 1966. Ce document fut reconnu par la Guyane lorsqu'elle accéda à son indépendance le 26 mai de la même année.

Le Venezuela, à son tour, a reconnu l'indépendance du Guyana, se réservant le maintien de sa revendication historique et reconnaissant donc la souveraineté du nouvel État sur le territoire situé à l'est de la ligne médiane du fleuve Essequibo, depuis sa source jusqu'à son embouchure dans l'océan Atlantique. . Depuis, la dispute est restée amicale.

Cependant, récemment, un premier signal d'alarme a montré une altération de la situation, lorsque la Guyane a refusé de poursuivre le travail du bon officier désigné par les Nations Unies. C'était une indication sans équivoque qui annonçait l'intention des Guyanais de faire passer le conflit par une autre voie. Malheureusement, ce fut le cas. La Guyane a décidé d'accorder une concession à la société américaine ExxonMobil, qui, sous influence impériale et soutenue par son gouvernement et par de puissants intérêts économiques et politiques transnationaux, a proposé d'intensifier le conflit pour mettre le Venezuela sur le banc des accusés comme tête de pont pour une nouvelle escalade interventionniste contre le Venezuela qui a porté le différend - illégalement - devant la Cour internationale de Justice de La Haye, qui n'a aucune compétence en la matière.

La pensée éclectique originale d'Hugo Chávez et son évolution politique et idéologique accélérée l'ont conduit du maintien de préceptes nationalistes, patriotiques et bolivariens à des idées clairement anti-impérialistes et même socialistes. En conséquence, sa réflexion et sa pratique ont également progressé en termes de vision de la doctrine Monroe et de ses effets au Venezuela et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Son profond sentiment bolivarien, soutenu par une connaissance approfondie de la vie et de l'œuvre du Libérateur, l'a amené à soutenir presque naturellement son rejet du panaméricanisme et des dérivations interventionnistes qui émanent de la doctrine Monroe.

Dans la grande bataille menée en mer de l'Argent contre le Traité du Libre Commerce des Amériques (ALCA) présenté par les États-Unis en novembre 2005, Chávez a commencé à présenter l'idée de continuité qui s'inspire de la Doctrine Monroe, le panaméricanisme et sa nouvelle proposition des États-Unis. Dans son discours au cours de la concentration populaire en faveur de la politique latino-américaine et caribéenne et contre l'impérialisme devant le Palais de Miraflores le 19 novembre de cette année, il a parlé avec précision de la forme que devait acquérir la pensée et la pratique anti-impérialistes.

En faisant référence à sa participation à l'événement dans la ville argentine, il a déclaré : *« Nous, les Vénézuéliens, sommes arrivés là-bas, déterminés à continuer à résister à l'agression impérialiste, à continuer de dire non à la proposition impérialiste de nous engloutir, dans une proposition – comme je l'ai déjà dit – très ancien, mais il change de nom au fil des années, des décennies et des siècles ; Ils l'appelaient déjà à une époque la Doctrine Monroe, plus récemment l'Initiative pour les Amériques et ensuite, la proposition de la ZLEA, FTAA, FTAA, Fuck it ! ALCA Merde ! Il s'en va, on envoie la ZLEA en enfer ! Très loin, car ici nous aurons une patrie, ici nous serons libres, nous ne serons pas une colonie nord-américaine, nous préférons mourir mille fois plutôt que le Venezuela redevienne une colonie nord-américaine. »*

À l'avenir, la pensée intégrationniste bolivarienne de Chávez s'est empreinte d'un soutien anti-impérialiste qui a imprégné son travail de construction d'instances d'union latino-américaine et caribéenne éloignées de l'empreinte panaméricaine. En 2011, lors de la définition des objectifs de la Communauté naissante des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), il a déclaré qu'elle devrait être « un bouclier protecteur contre les ingérences […] voire un pare-feu contre la folie impériale ». De même, il a conceptualisé la nouvelle organisation comme « le projet d'union politique, économique, culturel et social le plus important de notre histoire contemporaine », bannissant à jamais toute trace d'acceptation de la doctrine Monroe et de son influence en tant que soutien au projet intégrationniste de la région.

Les lignes précédentes nous permettent d'apprécier que de Bolívar à Chávez, la marque de la doctrine Monroe a toujours été présente au Venezuela. Au fil du temps, son parcours a marqué l'avenir de la vie du Venezuela en tant que nation indépendante.

L'Amérique latine et les Caraïbes tournent autour de la diatribe entre bolivarisme et monroïsme. Notre condition d'être le pays natal du Libérateur, dans lequel il a développé les premières années de sa vie politique, conduisant le Venezuela à son émergence en tant que nation indépendante et souveraine, indique le parcours d'une empreinte qui, en termes politiques et économiques, mais aussi sur les plans de la culture, l'identité et les symboles ont tracé le cours du pays. Même dans ces moments de l'histoire où les gouvernements ont été plus proches de Washington que de leurs propres intérêts nationaux, la condition de nidification des idées bolivariennes a été présente pour donner une continuité à l'esprit et au sentiment de nation.

Il est vrai qu'après Bolivar est venu Paez et la subordination du pays à l'oligarchie. Il est également vrai qu'après Cipriano Castro, Juan Vicente Gómez est arrivé pour livrer le Venezuela et son pétrole aux États-Unis. Mais l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez et son travail pédagogique extraordinaire en termes de faire connaître l'histoire avec un critère refondateur, faisant appel à la révision des arguments traditionnels, qui ont été présentés comme des vérités immaculées de notre passé et qui ont ainsi appris à les nouvelles générations, dans le cadre des annales qui ont donné naissance et continuité à la nationalité vénézuélienne, ont fini par produire un schisme dans l'interprétation de la vie passée du pays.

La publication en 2000 de la version numéro 4 des documents de Santa Fe, préparée par une commission d'experts américains ultra-conservateurs quelques mois seulement après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, visait clairement à contenir ses impulsions intégrationnistes sous l'accusation de « s'appuyer sur le bolivarisme ». , [Chávez] aspire à former la Grande Colombie (Venezuela, Colombie, Panama et Équateur), probablement comme une république socialiste.»

Après cela, il y a eu le coup d'État de 2002 et la grève pétrolière et le sabotage de la même année, qui ont marqué le prélude à un chapelet d'attaques continues jusqu'à ce que le 8 mars 2015, le président Barack Obama ait signé un décret par lequel il a déclaré le Venezuela « une menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité nationale des États-Unis.

De cette manière, une raison juridique a été établie pour entamer un processus permanent d'agression contre le Venezuela qui se poursuit aujourd'hui. Ce décret a continué à être renouvelé chaque année sous les administrations de Donald Trump et de Joe Biden. Le fantôme de la doctrine Monroe et du panaméricanisme continue d'apparaître dans le spectre de la patrie de Bolívar. Deux cents ans plus tard, l'ennemi est le même !

Résumé latino-américain, 30 novembre 2023.



Simon Bolivar et Hugo Chavez

L'Ukraine : la préparation de la capitulation



1 Boris Johnson est venu à Kiev et a dit : « nous ne signerons rien du tout avec x. Nous allons, tout simplement, faire la guerre »" (David Arakhamia, député du parti présidentiel) - photo Anadolu Ajansı

Par Oleg Nesterenko*

Depuis le début du désastre de la contre-offensive ukrainienne face aux troupes russes suivi de la compréhension par les partenaires occidentaux de la faillite de leur projet sur le territoire de l'Ukraine, le pouvoir à Kiev s'est retrouvé devant une réalité effroyable : le refus de la continuation des investissements venus des sources qui lui ont assuré auparavant d'être impérissables - le début de la fin du règne de Zelensky et de son entourage.

Pourtant, une telle fin était parfaitement prévisible. Seule l'ignorance de l'histoire et du mode opératoire doctrinal des protagonistes nous condamne à sa répétition. Dans mon analyse datant d'un an « La guerre en Ukraine : les véritables raisons du conflit » j'ai déjà mentionné les éléments constitutifs de la future défaite de Kiev : *{… Au moment venu, quand le pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à atteindre le seuil de satisfaction est trop faible - il abandonnera le régime de Kiev. L'abandonnera de la même manière que le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accompli, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient.*

De ce fait, et vu que malgré la pression des sanctions occidentales sans précèdent la Russie dispose toujours de finances publiques saines, dette négligeable, balance commerciale excédentaire et aucun déficit budgétaire - le conflit en Ukraine ne peut ne pas être importé par les Russes, dans une forme ou une autre.

De plus que, élément fondamental : pour la Fédération de Russie ceci est un élément existentiel ; pour les Etats-Unis d'Amérique, comme déjà mentionné, il ne l'est pas. …}

Les intentions initiales des Russes

Les pseudos experts du camp Occidental n'ont trouvé qu'une parade pour justifier leur grave manque de vision, d'anticipation et d'évaluation du potentiel de Moscou : répéter les mantras sur l'impuissance de la Russie à continuer à mener la guerre, vu qu'elle reste sur ses positions et n'avance guère sur le front depuis un an.

La myopie analytique ne leur permet pas de percevoir la réalité dérangeante. Si la Fédération de Russie a eu l'initiative unilatérale au début de la guerre de proposer la signature de l'accord de paix qui devait avoir lieu à Istanbul, à l'époque quand elle était incontestablement en position de force, y compris selon le point de vue du camp « atlantiste » - cela ne signifie qu'une seule chose : au moment d'entrer dans la négociation Moscou avait déjà obtenu la satisfaction au niveau des acquis territoriaux (les territoires pro-russes récupérés à l'Ukraine) et il ne lui restait qu'à obtenir de Kiev l'engagement sur son statut de neutralité vis-à-vis de l'OTAN, soit l'assurance juridique de la non présence des forces armées du camp ennemi sur le territoire de l'Etat tampon qu'est devenu l'Ukraine pour la Russie depuis 1991.

Aujourd'hui, la Russie reste stationnée d'une manière inébranlable sur ses positions acquises sur le front et ne se contente qu'à épuiser les dernières forces matérielles et humaines restantes de l'armée ukrainienne. Ceci n'est ni un signe de faiblesse, ni, encore moins, un hasard.

Les thèses ukraino-occidentales stipulant que la Russie a visé la disparition de l'Etat ukrainien en tant qu'entité étatique sont, tout simplement, fantaisistes et ne sont que le reflet d'amateurisme déconcertant de leurs auteurs. Les événements qui ont eu lieu à Istanbul au début de la guerre en sont la preuve : si Moscou avait comme objectif la disparition de l'Ukraine - jamais elle ne serait mise autour d'une table de négociation de sa propre initiative au tout début de la guerre, tandis qu'elle dominait la situation sur le terrain et quand ses troupes étaient positionnées dans les faubourgs de Kiev qui se trouvaient en état de chaos. Les troupes qui n'ont été retirées qu'en gage de bonne volonté au moment de la signature de l'accord d'Istanbul par la partie ukrainienne. Signature suivie de l'annulation au lieu de la ratification.

La révélation

Vingt mois se sont écoulés depuis les événements mentionnés. Ce fin novembre 2023, un personnage très controversé de la scène politique ukrainienne a été mis sur le devant de la scène dans l'espace médiatique ukrainien et a fait des révélations qui ont produit l'effet de l'explosion d'une bombe auprès de l'opinion publique ukrainienne. Révélation, considérée par la communauté d'experts ukrainiens comme la plus scandaleuse de l'année en cours.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » par David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti « Serviteur du Peuple » (parti politique de V. Zelensky), il a évoqué les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.

Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité – comme la Finlande autre fois – et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

Il a également mentionné que les « conseillers à la sécurité » de Washington, de Londres, de Varsovie et de Berlin ont eu accès à l'intégralité des documents discutés sur la table de négociation.

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il en n'a évoqué qu'une seule - la visite de Boris Johnson à Kiev : « ...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que *« nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre »*.

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Cet illustre personnage termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont (les russes) décontractés, sont partis – et nous avons pris la direction de la solution militaire ». https://www.youtube.com/watch?v=CkLloFflDs8

Cette révélation télévisée a fait découvrir au grand public ukrainien la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée dans ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays qui prendront des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Le rappel

Etant à l'opposé de tout ce qui était servi par l'appareil de la propagande étatique inégalé agissant en Ukraine et dans les pays occidentaux depuis bientôt deux ans, les informations révélées ce fin novembre 2023 ont provoquées une véritable stupéfaction auprès des masses ukrainiennes auparavant formatées et endoctrinées par des récits de toute autre nature.

Pourtant, pour des esprits non aveuglés par des narratifs « otaniens » les choses ont été d'une évidence flagrante dès le début du conflit en cours.

Lors de mon interview du mois de mai 2023 à la publication française « l'Eclaireur des Alpes », cette réalité était déjà évoquée non pas comme l'une des probabilités, mais comme l'unique évidence avec des conséquences immédiates appropriées : {… L'Eclaireur - La Russie n'a-t-elle pas néanmoins sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens ?

Oleg Nesterenko - Rappelez-vous les expertises sérieuses qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement de la guerre, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie.

Contrairement aux informations développées dans les mass médias occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont en nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions.

Mes paroles peuvent paraitre étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociation pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation en étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées.

A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir : dans le cadre de négociation, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil.

Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental. Les évènements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord.

Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires ukrainiens, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattants en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. …}

https://eclaireur.substack.com/p/sans-le-coup-detat-de-2014-lukraine

La capitulation et le transfert des responsabilités

Dans cet interview de David Arakhamia, l'une des personnes-clés de la politique de l'Ukraine d'aujourd'hui, en parlant de plusieurs sujets il a également évoqué la nécessite d'organiser un referendum national sur la question des éventuelles concessions territoriales à la Russie en échange de l'accord de paix.

La signification de cette déclaration est d'une importance stratégique : le régime de Kiev prépare auprès de l'opinion publique du pays non seulement sa capitulation, mais également, et surtout, le transfert sur les épaules du peuple ukrainien meurtri depuis bientôt deux ans de la responsabilité de sa politique désastreuse mise en place par le camp occidental américano-centrique qui a provoqué des centaines de milliers de morts et a dévasté le pays.

Ainsi, ce n'est pas le régime en place, mais soi-disant le peuple qui devra prendre la décision et sur la cessation de guerre et sur la perte des territoires nationaux.

Nul doute que ce simulacre de referendum ou une initiative similaire aura lieu. Le fait que Zelensky a déjà annoncé que cela sera à la limite de l'impossible de mettre en place et de réaliser les futures élections présidentielles du 31 mars 2024, car, pour commencer, une partie non négligeable de la population se situant à l'étranger, sur les champs de batailles ou sur les territoires occupés par la Russie n'aura pas l'accès physique aux centres de vote - ce fait ne sera certainement pas un obstacle pour organiser la passation de la lourde responsabilité de la perte de la guerre sur les épaules du peuple ukrainien.

Néanmoins, si son excellence monsieur le président Volodimir Zelensky, étant d'ores et déjà un cadavre politique, n'est pas en train de préparer la passation du pouvoir vers le parlement ukrainien (Verhovna Rada) aussi ultranationaliste et corrompu que lui-même, et ceci est en dehors de tout processus électoral - ce qui est hautement probable - des surprises fort désagréables l'attendent dans un avenir proche.

***Oleg Nesterenko.** Président du CCIE (www.c-cie.eu) (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Venezuela : l'accaparement des terres par ExxonMobil



Un panneau ExxonMobil

Par María Páez Victor*

Les attaques des États-Unis et de leurs alliés contre le Venezuela comprennent 930 sanctions illégales qui excluent le pays des financements internationaux et l'empêchent d'acheter des médicaments, de la nourriture, de produire ou de vendre son pétrole. Il y a également eu un soutien direct et indirect à des tentatives de coup d'État, des violences de rue entraînant des meurtres et des blessures, des cyberattaques sur le réseau électrique, le sabotage du pétrole et des infrastructures, le financement de bandes criminelles, la corruption de fonctionnaires, des tentatives d'assassinat contre le président et son cabinet. Mais aussi la mise en place d'une fausse présidence, l'appropriation de la compagnie pétrolière CITGO et de milliards d'actifs vénézuéliens dans les banques, l'impossibilité pour le pays d'obtenir des vaccins Covid-19 en cas de pandémie, ainsi qu'une attaque brutale contre la monnaie. On estime qu'au moins 100 000 Vénézuéliens ont perdu la vie à cause des sanctions illégales [1].

Il semble que cela n'ait pas suffi.

Aujourd'hui, se drapant dans un colonialisme à l'ancienne, les États-Unis, par l'intermédiaire de leur créature Exxon Mobil, et main dans la main avec leur allié impérial, la Grande-Bretagne, s'apprêtent à réaliser le plus grand accaparement de terres depuis que les États-Unis se sont emparés d'un quart du Mexique, au moyen d'un tour de passe-passe judiciaire.

Des problèmes de longue date : la terre et l'or

Toutes les anciennes cartes du Venezuela, depuis l'époque où il a été cartographié pour la première fois sous la domination espagnole, montrent que sa frontière orientale est le fleuve Esequibo.

De l'autre côté du fleuve se trouvait un territoire revendiqué plus tard par l'Angleterre et qui est devenu la Guyane britannique. C'est un endroit que les explorateurs assoiffés d'or ont envahi à la recherche du mythe de l'El Dorado, qu'ils n'ont pas trouvé, mais ils ont trouvé de l'or et l'or sucré de la canne à sucre. Grâce à une campagne de désinformation délibérée, impliquant la cartographie bidon de R. Schomburgk, dès 1835, l'Empire britannique a pénétré sur le territoire vénézuélien. Après que la Grande-Bretagne a donné son indépendance à la Guyane britannique, qui est devenue le Guyana, ces incursions n'ont pas cessé. Le territoire à l'ouest du fleuve ainsi revendiqué par la Guyane et qui fait l'objet du litige, mesure 159 542 km², soit un territoire plus grand que le Portugal et les Pays-Bas réunis.

La controverse de longue date a atteint son paroxysme lorsqu'en 1899, un tribunal arbitral a été convoqué à Paris pour régler la question - sans la présence d'un seul Vénézuélien ! Les juges étaient britanniques, américains et russes. Les États-Unis, invoquant une quelconque raison d'être présents en raison de leur propre doctrine Monroe, ont présumé représenter le Venezuela. La sentence, à la surprise générale, a profité à la Grande-Bretagne.

Le Venezuela a continué à lutter contre ce vol judiciaire étonnant de la terre qui avait toujours fait partie du Venezuela, et après de longues luttes diplomatiques, l'accord de Genève de 1966 a été accepté par les deux parties. Il déclarait catégoriquement nulles et non avenues les actions du Tribunal de Paris de 1899 et stipulait que les deux parties - le Venezuela et la Guyane - étaient obligées de négocier à l'amiable et de bonne foi pour résoudre toutes les questions concernant l'Esequibo. En outre, compte tenu de cet accord, les deux parties ont accepté en 1980 le mécanisme de bons offices des Nations unies, selon lequel une personne nommée conjointement aiderait à mettre en œuvre les négociations.

Le sujet du jour : L'or noir

En 2014/15, la société pétrolière la plus sinistre et la plus prédatrice du monde, Exxon Mobil, ennemie déclarée du Venezuela, a découvert du pétrole sur terre et en mer dans le territoire contesté. Cela a mis fin à toutes les négociations à l'amiable en cours entre le Venezuela et la Guyane, car la richesse d'Exxon Mobil a pris le dessus sur le gouvernement de la Guyane. L'actuel premier ministre, par exemple, a reçu 18 millions de dollars en échange de son refus de poursuivre les négociations, de sa dénonciation de l'accord de Genève de 1966 et de sa demande d'application de la décision du tribunal de Paris de 1899 par l'intermédiaire d'une nouvelle équipe de juges partiaux de la Cour internationale de justice, qui n'a en fait d'autre compétence que son propre mandat élargi.

Mais le plus dangereux, c'est que la société pétrolière exhorte la Guyane à provoquer agressivement le Venezuela pour qu'elle puisse se présenter au monde comme une "victime" du Venezuela. L'objectif est de provoquer une guerre frontalière afin que la flotte navale du commandement sud des États-Unis - désormais commodément postée dans les mers adjacentes - puisse ensuite intervenir militairement et envahir le Venezuela. Depuis 2015, la Guyane effectue des manœuvres militaires avec le Southern Command, avec le Venezuela comme cible.

Il n'y a rien que les États-Unis souhaitent davantage qu'une "cause", réelle ou non, pour envahir le Venezuela et mettre la main sur le pétrole, le gaz et les minerais précieux qui y abondent. Comme ils ne peuvent plus compter sur les gouvernements de droite de la Colombie et du Brésil, ils manipulent maintenant la Guyane pour qu'elle devienne leur suppléant dans la guerre. La flotte du commandement sud des États-Unis est déjà stationnée dans les eaux au large de l'Esequibo et, en fait, les États-Unis ont une présence militaire en Guyane même.

Cependant, le Venezuela comprend clairement cette ruse. Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'était jamais entré en guerre, sauf lorsque ses armées ont marché sur la Colombie, le Pérou, la Bolivie et l'Équateur pour les libérer de l'empire espagnol. Le Venezuela recherche une issue pacifique.

Les habitants de l'Esequibo

La Guyane est l'un des pays les plus inégaux et les plus pauvres de la région. Ses entreprises d'extraction de ressources sont aux mains de sociétés étrangères, et les revenus qu'elles procurent au pays n'ont pas eu l'impact correspondant sur les indicateurs de santé et de bien-être de la population. La première tentative de mesure de la pauvreté a eu lieu en 1992-93, puis en 2006. Un universitaire a conclu : "L'histoire économique de la Guyane est celle de l'esclavage, de l'indignation, du colonialisme et d'une stratification sociale basée sur la couleur de la peau"[2] Les premières élections libres ont eu lieu en juin 1953, mais elles ont été suivies en octobre de la même année par une invasion britannique avec des troupes et des navires, soutenue par les États-Unis, qui a renversé le gouvernement populiste élu de Cheddi Jagan et de Forbes Burnham.

La société guyanaise souffre d'accusations de corruption, d'inefficacité et de brutalité policière. Elle compte environ 78 500 autochtones, soit 10 % de la population, qui ont été malheureusement et historiquement négligés par le gouvernement guyanais, mais qui défendent aujourd'hui leurs droits par le biais de leurs propres mouvements, car depuis 1990, l'exploitation multinationale des ressources s'est accrue et a mis en évidence l'incapacité du gouvernement à reconnaître et à garantir les droits des autochtones[3]. [De nombreux autochtones de l'Esequibo se considèrent comme des Vénézuéliens, ou du moins comme ayant une double nationalité. Depuis le gouvernement Chávez, le Venezuela propose des projets conjoints qui profiteraient aux deux pays, en particulier à la population de l'Esequibo, tout comme il exploite efficacement et à l'amiable le gaz avec Trinité-et-Tobago sur les mers partagées.

Le référendum

La position du Venezuela sur l'Esequibo est fondée sur les frontières qu'il a toujours eues depuis qu'il était une capitainerie générale de l'empire espagnol, comme l'indique clairement l'article 10 de la constitution vénézuélienne. Elle déclare également avec insistance que la souveraineté de la nation réside dans le peuple et que la République est démocratique, participative et protagoniste, multiethnique et pluriculturelle. L'article 70 indique que le référendum est l'un des moyens par lesquels le peuple peut participer à l'exercice de sa souveraineté. En outre, l'article 71 stipule que les questions d'une transcendance nationale spéciale peuvent être soumises à un référendum consultatif.

Par conséquent, le 6 décembre 2023, le peuple vénézuélien sera invité à répondre par "oui" ou par "non" à cinq questions : s'il rejette l'arbitrage de Paris de 1899, s'il approuve l'accord de Genève de 1966 comme seul mécanisme contraignant pour résoudre le problème, s'il accepte de ne pas reconnaître la compétence de la Cour internationale de justice, s'il s'oppose à l'appropriation unilatérale des eaux territoriales de l'Esequibo par la Guyane. La cinquième question clé demande aux électeurs s'ils acceptent la création d'un nouvel État, appelé Guayana Esequiba, sur le territoire contesté, l'octroi de la citoyenneté vénézuélienne à ses habitants et la mise en œuvre de programmes sociaux accélérés.

Cette dernière question est d'une importance politique cruciale car elle offre aux habitants d'Esequibo tous les avantages, les droits, l'égalité, les services et la prospérité que le gouvernement et les institutions vénézuéliens peuvent aujourd'hui offrir à leurs citoyens. Cette question est si cruciale que la Guyane et Exxon Mobil ont immédiatement demandé à la Cour internationale de justice d'intervenir dans le litige pour faire quelque chose d'impossible : interdire à la nation vénézuélienne d'organiser un référendum pour ses propres citoyens ! Autrement dit, intervenir directement dans les affaires intérieures d'un pays souverain et violer sa Constitution. Telle est la crainte qu'ils éprouvent à l'égard de la voix du peuple.

Cependant, la CIJ n'est pas compétente sur cette question, non seulement parce que, depuis des années, elle étend de manière rampante et unilatérale son propre mandat, mais aussi parce que toute demande de cette nature doit être formulée par les deux parties, et que le Venezuela n'a pas accepté l'implication ou la compétence de cette cour. Pourtant, Exxon Mobil a payé les frais de justice considérables de la Guyane devant ce tribunal.

Le processus électoral vénézuélien - considéré par l'ancien président américain Jimmy Carter comme le meilleur au monde - procède toujours à un vote d'essai afin de s'assurer que tout fonctionne correctement. Ce vote d'essai du 19 novembre a eu un résultat surprenant : la participation a été trois fois plus importante que lors de tout autre vote d'essai, plus de 3 millions d'électeurs s'étant déplacés ! C'est une indication claire du grand intérêt que les Vénézuéliens portent à l'Esequibo. En fait, l'Esequibo est la question unificatrice la plus importante au Venezuela aujourd'hui. Gouvernement, artistes, oppositions, ONG, syndicats, secteur privé, éducateurs, etc., il semble que le pays tout entier se lève pour défendre l'Esequibo.

Mais il y a un facteur, en dehors des cartes, du droit judiciaire et du référendum, qui aura un impact sur cette question : il s'agit d'Exxon Mobil et des millions qu'elle distribue aux politiciens, aux avocats et aux médias pour obtenir cet accaparement de terres.

Exxon Mobil est peut-être la compagnie pétrolière la plus criminelle au monde. Pendant des décennies, ses ingénieurs connaissaient parfaitement les effets des combustibles fossiles sur le climat, mais non seulement ils ont étouffé cette information, mais ils ont payé des écrivains, des scientifiques et des médias pour qu'ils nient l'existence du changement climatique[4]. Elle a violé les droits de l'homme d'innombrables populations rurales et indigènes ; et en Indonésie, sa collaboration avec un gouvernement brutal lui a valu d'être accusée de génocide[5].

Il semble que partout où elle opère, elle commette des écocides, des crimes contre la nature. L'un de ses pires crimes a été la catastrophe écologique causée par son pétrolier, l'Exxon Valdez. En 1989, il a déversé 10,8 millions de gallons de pétrole brut en Alaska, provoquant la mort de 100 000 à 250 000 oiseaux marins, de centaines de loutres, de phoques, d'aigles, d'orques et d'innombrables poissons. Exxon Mobil a passé des années à se battre devant les tribunaux, à nier sa culpabilité et à tenter de se soustraire au paiement des dommages causés. En fin de compte, après 20 ans de litiges, elle a versé à l'État d'Alaska la somme dérisoire de 507 millions de dollars, soit un dixième du coût des dommages causés par sa marée noire[6]. [Si elle peut faire cela à l'Alaska dans son propre pays, imaginez le peu de protection environnementale que les habitants, la flore et la faune vierges de l'Esequibo obtiendraient de cette société irresponsable.

C'est ce monstre qui a acheté la Guyane et qui s'attaque à la souveraineté du Venezuela.

L'enjeu

Il ne s'agit pas simplement d'un différend territorial entre deux pays, mais plus encore, ce qui est en jeu, c'est la validité du droit international, l'intégrité de l'accord de Genève de 1966, l'intégrité des bons offices des Nations unies et l'honnêteté de la Cour internationale de justice (s'il y en a une).

En fin de compte, il s'agit d'une lutte entre la démocratie et les intérêts rapaces d'une puissante société pétrolière au service de l'empire américain.

Cependant, le Venezuela a déjà vaincu un empire.

Notes:

1 - Alfred de Zayas, "Former UN rapporteur on Human rights: US Sanctions Have Killled More Than 100,000 Venezuelans", March 2020, https://orinocotribune.com/former-un-rapporteur-on-human-rights-us-sanctions-have-killed-more-than-100-thousand-venezuelans/; Centre for Economic and Policy Research, April 2019, "Report Finds US Sanctions on Venezuela are responsible for tens of thousands of Deaths", April 2019, https://cepr.net/press-release/report-finds-us-sanctions-on-venezuela-are-responsible-for-tens-of-thousands-of-deaths/; Maria Pâaez Victor, "Disease as a Weapon: has the US Blocked vaccines fro Venezuela?", COUNTERPUNCH, 18 June 2021, https://www.counterpunch.org/2021/06/18/disease-as-a-weapon-has-the-us-blocked-vaccines-for-venezuela/

2 - John Gafar, Guyana: "From State Control to Free Markets", 2003, https://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=odHg-0flvH5UC&oi=fnd&pg=PR19&dq=poverty+and+inequality+un+-Guyana&ots=9ilo15RbpQ&sig=9Z-kObVI6AvHTfiINKwuqyrECk-bo#v=onepage&q=poverty%20and%20inequality%20un%20Guyana&f=false

3 - Jean La Rose,Fergus MacKay, "Our Land, Our Life, Our Cultures: The Indigenous Movement in Guyana", 2 April 2010, Cultural Survival ; https://www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/our-land-our-life-our-culture-indigenous-movement-guyana?gclid=EAIaIQobChMItMnTuvzXggMV0i3UAR0LSQS8EAAYASAAEgI44PD_BwE

4 - Ein Beitrag von Joe McCarthy, global Citizen, 23 August 2017; https://www.globalcitizen.org/de/content/exxon-mobil-lied-about-climate-change/?gclid=EAIaIQobChMI4OWz-trYggMV9DmtBh2KYgmAEAAYASAAEgJfrvD_BwE

5 - Business & Human rights resource Centre, "Trial in US Lawsuit against ExxonMobil over alleged complicity in torture & beatings by military in Indonesia could start after 20 years", https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/trial-in-us-lawsuit-against-exxonmobil-over-alleged-complicity-in-torture-beatings-by-military-in-indonesia-could-start-after-20-years/

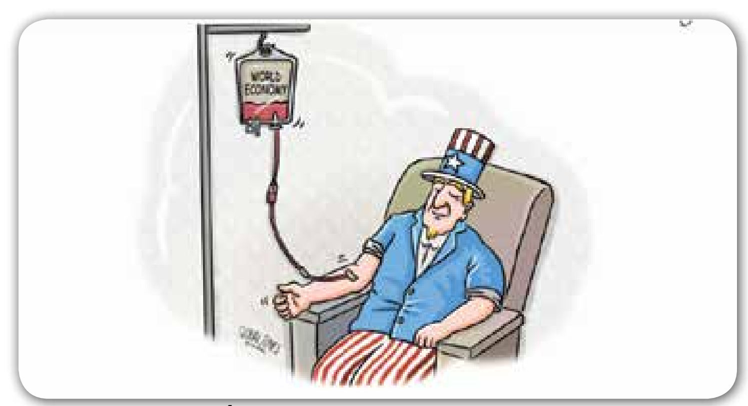
6 - WIKIPEDIA, https://en.wikipedia.org/wiki/Exxon_Valdez_oil_spill

*María Páez Victor, Docteur en philosophie, est une sociologue d'origine vénézuélienne qui vit au Canada.

Orinoco Tribune November 27, 2023
Traduction Bernard Tornare
28 Novembre 2023

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276
Fax:718-703-4640
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com
- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair
Lacroixmultiservices@yahoo.com

Les États-Unis agissent comme un parasite économique



En théorie pure, les États-Unis pourraient échapper à leur parasitisme économique, mais en pratique, ils ne le peuvent pas (Photo : Xia Qing / Global Times)

Par John Ross*

Au premier semestre de 2023, une situation extraordinaire s'est développée dans l'économie américaine, avec des conséquences géopolitiques internationales. Leurs propres données officielles ont montré que les États-Unis dépensaient plus de capital qu'ils n'en produisaient. Au deuxième trimestre de 2023, en chiffres annualisés, la création de capital américain s'est élevée à 4,5 milliards de dollars, mais la dépréciation a atteint 4,6 milliards de dollars. Par conséquent, de manière surprenante, en termes nets, l'économie capitaliste numéro un mondial ne produisait pas de capital ! La gravité de cette situation est démontrée par le fait que cela ne s'est produit que deux fois auparavant dans l'histoire : en 1931-34, pendant le creux de la Grande Dépression et en 2008-10, la pire période de la Grande Crise Financière.

Cependant, les raisons pour lesquelles cette situation a eu des implications politiques internationales aussi importantes résident dans le fait que, si les États-Unis consommaient plus de capital qu'ils n'en créaient, ils pouvaient continuer à croître. En effet, ils utilisaient des capitaux produits par d'autres pays pour financer leur propre croissance.

En chiffres précis, les données montrent qu'au deuxième trimestre 2023, les États-Unis ont utilisé 850 milliards de dollars de capital créé dans d'autres pays pour financer leurs propres investissements. L'impact international inévitable de cette situation a donc été que ces milliards de dollars n'ont pas pu être utilisés par les pays qui les avaient créés pour leur propre développement national. En termes objectifs, les États-Unis ont agi comme un "parasite" économique, le plus grand parasite économique du monde. En termes économiques techniques, on peut dire qu'une nation qui dépend du capital des autres pour financer son développement a un "mode parasitaire d'accumulation du capital".

Il est important de comprendre que la situation des États-Unis n'est pas purement technico-économique. Elle affecte profondément la politique mondiale et la position de la Chine dans celle-ci. En particulier, combinée à son propre autofinancement, elle contribue à expliquer le succès de l'initiative "la Ceinture et la Route" (BRI), des Brics et la volonté croissante d'un large éventail de pays d'agir indépendamment de l'hégémon. Cela permet d'expliquer pourquoi la Chine socialiste peut diriger ces organisations qui contiennent un large éventail de pays capitalistes.

Les conséquences d'une telle situation peuvent être clairement comprises en la comparant à la période antérieure de domination maximale des États-Unis. Jusqu'aux années 1980, la puissance productive des États-Unis était telle qu'ils créaient presque continuellement non seulement suffisamment de capital pour financer leurs propres investissements nationaux, mais aussi un excédent de capital qu'ils pouvaient exporter et que d'autres pays pouvaient utiliser pour leur propre croissance.

En chiffres, de 1900 à 1980, en prix d'aujourd'hui, les États-Unis ont exporté en moyenne 200 milliards de dollars de capitaux par an grâce aux excédents de leur balance des paiements ; sur l'ensemble de la période, ce sont 16 000 milliards de dollars qui ont été exportés. Avec de telles ressources, en plus d'innombrables projets plus modestes, les États-Unis ont pu financer d'énormes initiatives internationales telles que le plan Marshall pour l'Europe après la Seconde Guerre mondiale pour faire face à l'URSS, l'Alliance pour le progrès en Amérique latine après la révolution cubaine, l'aide à la construction des économies des tigres asiatiques pendant la guerre du Viêt Nam.

Cette situation a profondément affecté la position internationale des États-Unis. Avec de telles ressources économiques, ils pouvaient non seulement utiliser la violence militaire pour tenter d'imposer leur ordre international - guerre de Corée, Vietnam, etc. Étant donné que les États-Unis exportent des capitaux, ils pourraient en substance dire aux autres pays : "Vous créez votre propre capital pour la croissance nationale, mais nous pouvons en ajouter et contribuer à l'accélérer". Dans ces conditions, de nombreux pays - en particulier les pays en développement - étaient prêts à suivre les politiques américaines. Pour utiliser la terminologie marxiste, la position internationale des États-Unis était fondée non seulement sur la coercition, mais aussi sur le consentement.

Alors que "les Etats-Unis gagnent, vous perdez", la Chine soutient une situation "gagnant-gagnant".

Mais maintenant que les États-Unis ont besoin de prendre des capitaux à d'autres pays pour financer leur propre développement, cette situation s'est inversée, une tendance qui se dessine depuis un certain temps. Depuis 1980, à prix courants, les États-Unis ont emprunté en moyenne 680 milliards de dollars par an de capitaux à d'autres pays. Au total, en 2022, ces capitaux atteignaient la somme gigantesque de 29 000 milliards de dollars, des capitaux qui n'ont pas pu être utilisés pour le développement des nations qui les produisent, mais qui ont été utilisés par le parasitisme économique américain à une échelle gigantesque.

Elle dispose encore des ressources nécessaires pour aider certains pays si elle le souhaite. Mais, en général, elle ne contribue plus en exportant des capitaux vers ces pays. Au contraire, elle exige des autres qu'ils subordonnent leur propre développement au sien. Elle leur dit, en substance, "n'utilisez pas vos propres ressources pour votre propre développement, donnez-les plutôt à la croissance américaine".

Tout État désireux de maximiser son métabolisme national ne peut évidemment pas accepter cela. Cela vaut non seulement pour les pays socialistes, dont la Chine est le plus grand, mais aussi pour les pays capitalistes qui donnent la priorité à leur développement national.

La Chine, au contraire, non seulement crée suffisamment de capital pour financer ses propres investissements nationaux, mais, chaque année depuis 1994, elle dispose d'un excédent de capital en plus de ce qu'elle peut exporter pour contribuer au développement d'autres pays. Si les États-Unis disent aux autres nations : "donnez-nous vos capitaux pour financer notre développement", une situation "les États-Unis gagnent, vous perdez", la Chine dit : "nous vous soutenons en utilisant vos ressources nationales pour votre propre développement et nous pouvons également vous aider à financer les développements productifs et infrastructurels de votre pays", une situation "gagnant-gagnant". Cette combinaison du développement propre de la Chine et du parasitisme économique américain explique le succès à grande échelle de la BRI et des Brics.

Elle explique pourquoi 150 pays, avec des stratégies économiques, des niveaux de développement et des systèmes politiques extrêmement divers, ont rejoint la BRI. Et pourquoi des pays aux stratégies de croissance et aux systèmes politiques aussi différents que l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Argentine, l'Éthiopie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Afrique du Sud, la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil ont rejoint les Brics, et que de nombreux autres ont demandé à en faire partie.

En théorie, les États-Unis pourraient sortir de leur parasitisme économique, mais en pratique, ils ne le peuvent pas. Ils ne peuvent pas financer leurs investissements accrus parce qu'ils consacrent une part immense de leur économie à ce qui est objectivement un gaspillage inutile. Ils dépensent 970 milliards de dollars par an pour l'armée, soit 3,6 % du PIB - bien plus que tout autre pays. Le système de santé américain est extrêmement inefficace : 18 % des dépenses des ménages, soit 11 % du PIB, sont consacrés aux soins de santé, ce qui est de loin le taux le plus élevé au monde. Mais ses performances dans ce secteur sont épouvantables : l'espérance de vie aux États-Unis est inférieure de près de quatre ans à la moyenne des économies avancées et de six ans à celle d'un pays comme la France.

Les réformes américaines visant à ramener les dépenses militaires au niveau de celles des autres pays et à créer un système de santé efficace permettraient de libérer des centaines de millions de dollars pour les investissements américains. Mais dans la pratique, ils ne mettront pas en œuvre ces réformes, car elles nécessiteraient une réorientation vers une politique étrangère moins agressive et la prise en compte d'intérêts particuliers dans le système de santé américain.

Le succès économique de la Chine, associé au "mode parasitaire d'explication du capital" des États-Unis, explique pourquoi les affirmations occidentales selon lesquelles la BRI et les Brics ne peuvent réussir parce qu'il s'agit de mouvements politiques "pro-Chine/anti-États-Unis" n'ont eu aucun poids pour les pays qui ont adhéré à ces organismes. La BRI et les Brics ne sont pas de telles organisations politiques, ce sont des mouvements "pro-développement" extrêmement attrayants pour tous ceux qui souhaitent développer leurs propres forces productives nationales.

Mision Verdad 27 Novembre 2023
Traduction Bernard Tornare
1 Décembre 2023

*John Ross est professeur à l'Institut d'études financières de Chongyang, Université Renmin de Chine.

AVIS

Dispositif d'un jugement de déguerpissement rendu par défaut en date du dix juin deux mille vingt-deux par le Tribunal de Paix de Delmas
Par ces motifs: Après en avoir délibéré, selon le vœu de la loi et à charge d'appel, se déclare compétent; accueille en la forme l'action intentée par la partie demanderesse, pour être juste; maintient le défaut sollicitée à l'audience du 10 Juin 2022 contre les défendeurs Patrick Mendez, James Mendez et Rose Hilda W. FÉVRIN Avec exécution provisoire sans caution nonobstant toutes les voies de recours; condamne les défendeurs à vingt mille gourdes à titre de frais et dépens de la procédure au profit de la demanderesse. Commet enfin l'huissier Philippe Printemps pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par Nous Martine Louisiane Mombrun, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique du vendredi 10 Juin 2022, An 219" de l'Indépendance Nationale d'Haïti, à 10 heures du matin, avec l'assistance de la citoyenne Marie Irlène FINEUS greffière en siège.
Il est ordonné, etc.......
En foi de quoi, etc......
Marie Irlène FINEUS Greffière
Me. Alfred Saint Haire, av

AVIS

Dispositif d'un jugement rendu par le tribunal de Première Instance de Port-au- Prince en date du 16 Février 2023 en ses attributions civiles de divorce entre le sieur Eddy DELALEU contre son épouse Marie Brigitte Gertrude Durand.
Le tribunal, après examen sur les conclusions conformes du ministère public, maintien le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée cette dite action, admet en conséquence le divorce du sieur Eddy DELALEU contre son épouse Marie Brigitte Gertrude DURAND pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existés entre eux, ordonne à l'officier de l'état civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres a ce destinés le dispositif du dit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidien s'éditant à la capitale.
Ainsi jugé et prononcer par nous Cilius Nelson, juge en présence de Me. Albert Darius substitut commissaire du gouvernement avec l'assistance du greffier Mozart Tassy
Pour ordre de publication:
Chenet SANON, Av

AVIS DE DIVORCE

Par Ces Motifs, le Tribunal après examens sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l' audience précitée, pour le profit de déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le Divorce de la Dame Benita Caroline Bernard d' avec son époux Ricardo Dornaissant pour injure graves et publique s aux torts de l'époux , prononcé la dissolution des liens ayant existé entre lesdits époux ; ordonne l' Officier de l' Etat Civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement ; dont un extrait sera inséré dans l' un des quotidiens s' éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; Commet l' huissier Louis Octave de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Osmond Castor, Av. Juge en audience civile et publique en date du douze Janvier deux mille vingt-deux, en présence de Me Vana MANE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE.. il est ordonné...etc. En foi de quoi... etc. Port-au-Prince, le 30 Novembre 2023.
Me Jean Claude Charles Avocat

AVIS DE DIVORCE

Le Tribunal Civil de Saint-Marc compétemment réuni au Palais de Justice de cette ville a rendu en audience publique et en ses attributions civiles le jugement suivant :
Entre le sieur Obert DOMOND, demandeur et la dame née Rachelle DELICE, dont le dispositif est ainsi libellé : «par ces motifs », Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Rachelle DELICE à l'audience précitée, pour le profit déclare accueillir ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur Obert DOMOND d'avec Rachelle DELICE pour incompatibilité de caractères. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Liancourt, Commune de Verrettes de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans les journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Gabriel FRANÇOIS, Av juge en audience civile, ordinaire et publique en date du trois juillet deux mille dix-huit en présence de Grand-Pierre ESTIME Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance du greffier Pascal TOUSSAINT.
Il est ordonné.... etc....
En foi de quoi.... etc.....

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance du public en général que le tribunal civil de Port-au-Prince en date du Jeudi vingt-sept juillet deux mille vingt-trois après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur; admet en conséquence le divorce de la Dame Michelet Augustin née Withnie Jean-Louis avec son époux Michelet Augustin pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux, ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement.
Me Jacques Ambroise Auguste, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre Nehemie à l'audience précitée pour le profit déclare fondée pour le profit, déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Jean Yvon Moise d'avec Nehemie Beaufort pour injures, graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat-Civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les Registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.-
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Osmond Castor, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date vingt Juin deux mille vingt trois en présence de Me. Vana Mané Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance du Greffier, Jean Claude Novembre
Il est ordonné... etc...
En foi de quoi... etc....

AVIS JUDICIAIRE

Par Ces Motifs, le Tribunal jugeant au vœu de la loi et sur les conclusions du Ministère Public, se déclare compétent pour connaître de cette Affaire, accueille l'action du Sieur Pierre Richard Nazaire pour être régulière en la forme et juste au fond : maintient le Congé défaut requis et octroyé à l'audience du Mercredi vingt- huit Juin deux mille vingt-trois (28 juin 2023) votre le sieur Fritz Louis dit Fito. Enfin, maintient dans toute sa forme et teneur le Jugement Contradictoire rendu par le Tribunal de Paix de la Croix-des-Bouquets en date du Vingt-deux Avril deux mille vingt-deux 22 Avril 2022), en faveur de l'intimé, le Sieur Pierre Richard Nazaire, ledit Jugement signifié le dix-neuf Mai deux mille vingt-deux (19 Mai 2022) ; Commet l'Huissier Arince LAGUERRE de ce Tribunal pour la signification de la décision. Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Léa CHARLOTIN, Juge à l'audience Civile du Mercredi Vingt-cinq (25) Octobre deux mille vingt-trois (25 Octobre 2023), An 219ème de l'indépendance, en présence de Me Pierre Luckner Sanon, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Sieur Christophe LESPERANCE, Greffier du siège. Il est ordonné à tous Huissiers de ce requis de mettre la présente Ordonnance à exécution, aux Officiers du Ministère Public près des Tribunaux Civils d'y tenir la main, à tous Commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la Minute de la présente Ordonnance est signée du Juge et du Greffier sus-dits. Port-au-Prince, le 5 Décembre 2023. Me Edouard Lacroix Avocat.

Congo Brazzaville : la vie pour le travail





Ce drame est la conséquente du chômage des jeunes, devenu endémique dans un pays producteur de pétrole.

Par Guadi Calvo

Une quarantaine de personnes sont mortes et cent soixante ont été blessées, après la bousculade survenue, lundi 20 novembre 2023 dernier, devant le stade Michel d'Ornano, dans la ville de Brazzaville, capitale de la République populaire du Congo (RPD). La grande majorité des victimes étaient des jeunes, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, qui répondaient à un appel de l'armée pour sélectionner 1 500 recrues. Les forces armées et de sécurité constituent un formidable pourvoyeur d'emplois, aux côtés des pétroliers, presque les seuls, dans un pays en proie à un chômage chronique.

Ce chiffre dépasse les quarante-six pour cent, dont la moitié sont des jeunes. Ainsi, la lutte pour un emploi, et plus encore dans les forces armées, qui garantit un salaire sûr et d'autres avantages, a provoqué une véritable foule aux portes du stade, d'une capacité d'environ vingt mille personnes, qui a rapidement débordé.

La lutte des candidats pour obtenir le dépôt de leur candidature à l'inscription semble avoir été l'étincelle qui a déclenché les incidents qui ont conduit à la tragédie : poussées, coups, chutes et la course finale, où la plupart des morts, par il y aurait eu suffocation, coups et écrasements.

Rapidement, les autorités ont constitué un comité de crise qui a abaissé les ordres du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, qui a mis en place une série de mesures, depuis les premiers secours jusqu'au soutien financier aux familles des victimes, l'État étant en charge de l'assistance médicale et des funérailles. En plus de déclarer un jour de deuil national le 20 novembre. Au-delà des causes directes de l'accident, un échec monumental de l'organisation, qui n'a pas réussi à calculer un afflux, bien supérieur au nombre à couvrir.

Ce grand appel, ainsi que les violences générées par la fermeture du stade, révèlent une réalité qui, pour la grande majorité des citoyens congolais, est que le manque de travail, donc d'emploi, est une raison suffisante pour risquer sa vie.

La grande majorité des quelque six millions de personnes naturelles, et en particulier les jeunes, sont au chômage. Selon la Banque mondiale, quarante-sept pour cent de la population a moins de dix-huit ans, et c'est cette tranche qui enregistre le taux de chômage le plus élevé, avec quarante-deux pour cent. Le spectre du travail est représenté par soixante-quinze pour cent de travailleurs indépendants informels, occupant des emplois à très faible productivité.

Alors que l'immense majorité de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté, sans électricité, sans réseaux sanitaires et sans eau potable, une petite minorité, associée au secteur pétrolier, et à la dictature du président Denis Sassou-N'guesso, au pouvoir depuis 1979, avec une intersaison de 1992 à 1997, présente une exposition d'une richesse obscène.

Le Congo-Brazzaville, comme on appelle le RPD, à ne pas confondre avec ses voisins du sud-est, la République démocratique du Congo (RDC) ou Congo-Kinshasa, est le troisième producteur de pétrole brut d'Afrique subsaharienne et ces richesses ne se sont jamais répandues dans les secteurs les plus nécessiteux du pays. À quel point concentré sur le quotidien et soumis à un système répressif parfaitement huilé, où les disparitions, les tortures et les exécutions sommaires sont le pain quotidien, ne génère pas une plus grande résistance à la dictature.

Les Bébés Noirs, l'autre sortie de travail.

Pour la grande majorité des jeunes, confrontés à l'impossibilité de trouver du travail, en dehors de l'informalité ou des forces armées et de sécurité, la dernière option, ou la première dans de nombreux cas, sont les groupes connus sous le nom de Bébés Noirs.

Un phénomène qui montre clairement la forte crise sociale du pays, ces bandes dont les membres vont de douze à vingt-cinq ans, attaquent en troupeau, violent, volent et dans de nombreux cas tuent pour un butin minimum.

La présence de ces groupes de jeunes, ainsi que l'arrogance de la police, font que la population civile considère parfaitement ces deux secteurs comme les deux principaux facteurs d'insécurité. Il arrive souvent que les policiers, formés par la France, agissent en toute impunité, non seulement lorsqu'ils répriment, mais aussi lorsqu'ils exigent des amendes aux commerçants et aux transporteurs, pour leur permettre de travailler. À tel point que dans de nombreux quartiers de Brazzaville, des groupes d'autodéfense ont commencé à émerger, qui protègent les civils, tant contre la police que contre ces bandes de jeunes.

Les Bébés Noirs sont apparus il y a sept ans et aujourd'hui, ils font déjà partie du paysage urbain de Brazzaville, comme le sont les maras d'Amérique centrale, opérant librement dans de larges secteurs de la capitale.

Des quartiers comme Talangaï, Moungali ou Poto-Poto, dans lesquels la police ne s'aventure habituellement pas, des centaines de jeunes commencent à surgir au crépuscule, après avoir consommé de grandes quantités d'alcool et de drogues, abandonné leurs antres dans le sable et les ruelles plaquées qui entourent les quartiers.

Reconnaissables à leurs shorts, chemises colorées, qui identifient leur appartenance à telle ou quelle chamandula, presque toutes, s'ils arborent avec ostentation une machette accrochée à la taille.

Ces bandes, contrairement aux mythiques Salvatrucha et Barrio 18 ou à celles qui opèrent avec la même méthodologie aux États-Unis et en Europe, manquent d'organisation en hiérarchies, ne revendiquent pas de domination territoriale et leur seule fin semble être la violence en soi. Puisque le vol, le pillage et le pillage sont des alternatives offertes uniquement par des circonstances favorables. S'ils ne sont pas en guerre entre eux, ils s'amusent à déranger les passants, à les harceler pour leur faire des cicatrices.

C'est la même structure anarchique, sans patrons et sans règlement fixe, qui complique la tâche de la police pour anticiper ses actions et procéder à des arrestations, même si beaucoup sont mineurs et donc irresponsables. Ces difficultés s'ajoutent au fait qu'il y a peu de plaintes contre eux, car lorsqu'elles se produisent, les punitions appliquées par les Bebés Noirs à leurs plaignants, peuvent aller de la mutilation à la « morsure » ou à la mort d'un proche. . Ces vengeances ont déjà enregistré des dizaines de morts et des milliers de mutilations, qui peuvent aller d'un doigt à un bras, selon la gravité du constat.

Les autorités congolaises, depuis 2015, ont lancé des opérations de nettoyage périodiques contre ces gangs, mais aucune d'entre elles n'a fonctionné, il ne serait donc pas étrange que la police utilise les services des Bébés Noirs, pour une sorte de « travail », comme trafic de drogue ou escortes de cargaisons de stupéfiants, par ceux dont les arrestations sont peu nombreuses, bien qu'ils aient une limite qu'ils ne peuvent pas dépasser, s'attaquant aux laluwa na bozwi', en argot brazzavillois, bourgeois ou classe supérieure.

Les quelques détenus qui ont été jugés, au-delà de leur condamnation, seront bientôt libérés, prêts à agir à nouveau.

On pense que les Bébés Noirs travaillent de concert avec les kulunas, gangsters de la République Démocratique du Congo, donc maintenant il y a une vague d'expulsions de gangsters de Brazzaville vers Kinshasa et vice versa, où ils continuent de criminaliser, avec la responsabilité d'un bon travailleur, bien qu'il leur en coûte la vie.

Línea Internacional
30 novembre 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur RALPH VERNA, d'avec son épouse née RIFINE LOUISSAINT pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section EST de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt deux Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné....etc...
En foi de quoi....etc....
Me Claudette Belfont. Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Evelyne NONCENT à la susdite audience, pour le profit du défaut, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Marc Antoine ETIENNE d'avec Evelyne NONCENT pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'Etat Civil d'Aquin de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Patrick HENRY de ce siège pour la signification de ce jugement, Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHYR, av juge en audience civile, ordinaire et publique du mardi quinze Mars deux mille vingt-deux en présence de Me Luthan ISAAC, Av, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné.....etc.....
En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, à charge d'appel, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du trente juin deux mille vingt-trois (30 juin 2023) contre les cités Yvrose Volcy, Gaspard Paul, Dachelin Jean, Wilner Maitre, Kenold Jean et Maxo Oscar, Ordonne que la possession des lieux sis à pèlerin, Habitation Duvet, section communale de l'Etang du-Jonc, commune de Pétion-ville, d'une contenance de cinq cent quatre-vingt-onze mètres carrés, soixante-onze décimètres (591 m2 71 dm2),bornée au Nord-Ouest et à l'Est par Garry Théodore et Sherly St-Phar, au Sud par Jacques Bernard et au Sud Est par une route, suivant plan et procès-verbal d'arpentage dressé par l'Arpenteur Benjamin D. Dorzina en date du 16 août 2019, soit maintenue par le demandeur Roosevelt CHERY, leur fait injonction de rétablir le statu quo ante sur les lieux susdits; les condamne à vingt mille gourdes pour les préjudices causés au demandeur; les condamne, en outre, aux frais et dépens de l'instance; enfin commet l'huissier Nelson PIERRE, immatriculé au greffe du tribunal de paix de Pétion-Ville pour la signification du jugement.

Donné de nous, Me Eno René LOUIS, Juge de paix de la commune de Pétion-Ville, en audience civile, publique et ordinaire du Mercredi seize Août deux Mille Vingt trois (16 Août 2023), An deux cents dix septièmes de l'indépendance, avec l'assistance du Greffier Me Lucson DUPAS

Il est Ordonné....etc....
En foi de quoi......etc....
Me François CHARLES, AV

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce du sieur Garry LOUIS d'avec son épouse née Gina BREVILLE, pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y déchet, commet l'huissier Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous Me Nerva VILMONT, Juge/Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt-cinq Février deux mille vingt, en présence de Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance-deur Willy BERNABE, Greffier du siège.

Il est ordonné...etc.
En foi de quoi... etc

OFFICE
Benoit CLEMENT Officier de Et Civil
Vu: Uniquement pour la légalisation
de la signature de Benoit CLEMENT,
Officier de l'Etat Civil de Saint Michel du Sud. Parquet de Miragoâne, le 07 Avril 2020
Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à loi et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé à l'audience du 28 Mars 2022 contre la partie défenderesse, le sieur Claude ETIENNE et pour le profit, adjuge les conclusions de la partie demanderesse qu'en conséquence, admet le divorce de la dame Nerlande PORCENAT d'avec son époux, Claude ETIENNE. Prononce la dissolution des liens du mariage l'unissant à son époux pour incompatibilités de caractères, Renvoie les parties devant l'Officier de l'Etat Civil de Hinche pour transcrire le dispositif du présent jugement dans les registres destinés à cet effet et de délivrer aux parties leur acte de divorce, commet l'huissier Arome Gauthier pour la signification du présent jugement à l'Officier de l'Etat civil de Hinche aux fins de droit.

Ainsi, jugé de nous, Me Vernet SIMON, Avocat, Doyen au Tribunal de Première Instance de Hinche à l'audience civile de divorce du Lundi 30 Mai 2022 en présence de Me Pharreste METTELUS, Avocat, Substitut Commissaire du Gouvernement, assisté de Me Wilfrid Elie, Greffier de siège

Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc..
Me Verner SIMON, AV /Doyen
Me Wifinid ELie
Greffier en chef

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère Public, le tribunal maintient le défaut déjà accordé à l'audience du lundi dix octobre deux mille vingt-deux (2022) et, pour le profit, se déclare compétent pour connaitre de l'action en divorce initiée par la dame Edna ANYS; Reconnait les injures graves et publics proférés par l'époux, dans les circonstances sus-décrites; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Wilner ROSENA, la femme née Edna ANYS pour les causes sus-énoncées; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale ou dans un journal local, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Nathan DUCERLUS de ce siège pour la signification de la présente décision.-

Ainsi jugé et prononcé par nous, Bonel AMEDE, juge, en présence de Me Géraldine LALANNE, Substitut du Commissaire du Gouvernement et avec l'assistance du citoyen Paulin CIVIL, greffier du siège, en audience ordinaire, civile et publique, de ce jour lundi sept Novembre deux mille vingt- deux, An 219 de l'Indépendance.---

Il est ordonné....etc....
En foi de quoi.....etc.....
Paulin CIVIL,

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Ismena DENIS à l'audience précitée: pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Erickson DORVAL avec Ismena DENIS pour incompatibilité de caractères: prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux: Ordonne à l'Officier de l'Etat-Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHIR Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du Jeudi treize Juillet deux mille vingt trois en présence de Me Vanna MANNE Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean Claude NOVEMBRE, greffier du siège.

Il est ordonné..etc...
En foi de quoi ...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public; Maintient le défaut octroyé contre son épouse Natacha DESROCHES à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Jacques André EDMOND avec Natacha DESROCHES, pour incompatibilité de caractères. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Commune de Bombardopolis de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet compense les dépens

Ainsi juge et prononcé par Nous: Me. Louis Marie Yves PERICLES, Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du huit Mars deux mille vingt-deux en présence de Me. Kerly DUBREUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me. Gaétan NELSON.

Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc…

Amérique latine: Assiettes vides sur un continent riche





La faim dans le monde

Par Sergio Ferrari

Les choses ne vont pas bien dans le monde, et l'Amérique latine et les Caraïbes ne font pas exception : la faim frappe encore plus fort qu'avant la pandémie. Les inégalités persistantes dans la région ont un impact significatif sur l'insécurité alimentaire des plus vulnérables.

Plus de 42 000 000 d'habitants d'Amérique latine et des Caraïbes souffrent de la faim. C'est 6,5 % de sa population totale de 662 000 000. Là, l'optimisme ne déborde pas puisque la faim aujourd'hui est plus importante que pendant l'étape pré-Covid 19. Avec le fait aggravant que 248 000 000 souffrent d'insécurité alimentaire et qu'1 personne sur 5 ne parvient pas à avoir une alimentation vraiment équilibrée et saine. Aujourd'hui, dans le monde, près d'1 personne sur 10 souffre de la faim.

Cette constatation est inquiétante : si entre 2021 et 2022, certains progrès ont été réalisés sur le continent en termes de réduction de la faim et de l'insécurité alimentaire, ces progrès sont loin des objectifs de l'objectif numéro 2 de développement soutenable pour 2030 : l'éliminer définitivement.

C'est la conclusion du rapport Amérique latine et Caraïbes – Panorama régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition-2023 élaboré par plusieurs agences des Nations Unies : FAO (alimentation et agriculture), UNICEF (enfance), FIDA (développement agricole), OPS/OMS (santé) et le Programme alimentaire mondial, et publié la première semaine de novembre.

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a joué un rôle central dans l'élaboration de ce rapport et son « indicateur de prévalence de la sous-alimentation » (c'est-à-dire un thermomètre de la faim) est dérivé de données nationales sur l'approvisionnement alimentaire et sa consommation, ainsi que sur les besoins énergétiques de la population en tenant compte de l'âge, du sexe et des niveaux d'activité physique. Cet indicateur a été conçu pour identifier un état chronique de privation d'énergie, c'est-à-dire sans tenir compte des effets éphémères des crises temporaires.

Entre 2021 et 2022 en Amérique du Sud, le nombre de personnes souffrant de. la faim a diminué de 3 500 000. Néanmoins, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 6 000 000 par rapport au chiffre pré-pandémie. En 2022, en Amérique centrale, plus de 9 000 000 ont souffert de la faim alors que dans les Caraïbes, 7 200 000 ont souffert de la faim extrême. C'était 700 000 de plus qu'en 2021 et Haïti a enregistré l'incidence la plus élevée. Près d'un Haïtien sur 2 souffre aujourd'hui de ce fléau.

Insécurité alimentaire

Le rapport de l'ONU indique que l'insécurité alimentaire - aussi bien modérée que grave - dans la région est bien supérieure à l'estimation moyenne mondiale, qui représente 29,6 % de sa population totale. En effet, en 2022, 37,5 % des habitants d'Amérique latine et des Caraïbes ont été touchés par cette condition. En chiffres absolus, 248 000 000 de personnes ont été obligées de réduire la qualité ou la quantité de leur nourriture (insécurité alimentaire modérée) et, dans le cas le plus extrême, ont passé plusieurs jours sans manger, ce qui a mis leur santé et leur bien-être en grave danger (insécurité alimentaire grave). En 2022 en Amérique du Sud, 31,4 % de sa population souffrait de cette condition, en Amérique Centrale, 34,5 %, et dans les Caraïbes, 60,6 %.

D'autre part, l'insécurité alimentaire dans l'une ou l'autre de ses expressions continue d'affecter plus les femmes que les hommes et d'avoir un impact de 8 % plus important dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

Le régime sain le plus cher au monde

L'Amérique latine et les Caraïbes constituent la région du monde où manger sainement coûte plus cher que dans n'importe quel autre endroit sur la planète.

Entre 2020 et 2021, le coût d'une alimentation saine dans cette région a augmenté de 5,3 % en raison de l'inflation alimentaire due aux confinements de la pandémie, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et à la pénurie de ressources humaines. Plus de 133 000 000 de personnes n'ont pas pu avoir une alimentation saine : une augmentation de plus de 11 000 000 par rapport à 2020.

L'indicateur d'une alimentation saine est basé essentiellement en le prix d'achat des aliments les moins chers et disponibles localement nécessaires pour couvrir 2 330 calories par jour.

Aujourd'hui, dans cette région, ce même régime coûte en moyenne 4,08 $ par jour et par personne. Techniquement identifié comme Parité du Pouvoir d'Achat (PPA), le coût de l'alimentation en Amérique latine et dans les Caraïbes est bien supérieur au PPA mondial de 3,66 $. Il est suivi par l'Asie (3,90 $ PPA) ; l'Afrique 3,57 $ PPA) ; l'Amérique du Nord et l'Europe (3.22 $ PPA) et enfin l'Océanie (3.20 $ PPA).

Perspectives incertaines

Le rapport note que la région est confrontée à un scénario complexe en raison d'une série de crises successives : la pandémie de Covid-19, les inégalités persistantes, les niveaux de pauvreté, la crise climatique et les effets du conflit Russie-Ukraine. Des facteurs qui ont contribué à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'inflation alimentaire et, par conséquent, ont menacé le fonctionnement, l'efficacité et la résilience des systèmes agroalimentaires. Dans ce contexte, conclut le rapport, la faim et la malnutrition restent parmi les principaux défis pour la région, et ni l'Amérique latine ni les Caraïbes ne sont en passe d'atteindre les objectifs que l'Assemblée mondiale de la santé a proposés en matière de faim, d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

« L'Amérique latine et les Caraïbes, précise le rapport, s'affrontent un problème complexe de malnutrition qui englobe à la fois la malnutrition (retard de croissance, amaigrissement des enfants et carences en vitamines et minéraux) ainsi que le surpoids et l'obésité ». Preuve en est l'augmentation du surpoids que la région a connue entre 2000 et 2022 chez les garçons et les filles de moins de 5 ans, ainsi que l'obésité chez les adultes de 2000 à 2016. Les deux tendances dépassent les taux moyens mondiaux et, dans plusieurs pays, on constate encore un niveau très élevé de retard de croissance chez les garçons et les filles de moins de 5 ans.

Selon les Nations Unies, la capacité de la région en tant que productrice alimentaire est et restera un pilier essentiel pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. Pour cette raison, il est nécessaire d'améliorer l'accès aux aliments nutritifs et de combler le fossé entre les pays, en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables. Et il conclut que, dans la situation actuelle, il est impératif d'avancer vers la transformation des systèmes agroalimentaires en coordination avec le renforcement des systèmes de santé et de protection sociale et avec des actions intégrales et des approches systémiques et multisectorielles. Plus précisément, *« il est crucial de donner la priorité au développement de chaînes de valeur soutenables qui favorisent la nutrition, dynamisent les marchés et le commerce agroalimentaire, réglementent la promotion et la publicité des aliments et encouragent le développement d'environnements alimentaires sains ».*

De nombreuses institutions et organismes régionaux ont uni leurs efforts pour atteindre la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition. Le rapport souligne le travail conjoint de plusieurs agences spécialisées qui suivent ce qui est proposé par le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ; le processus de mise à jour du Plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition et l'éradication de la faim 2024-2030 de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), et le travail du Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes, entre autres.

Malgré les chiffres inquiétants, les suggestions du Rapport de ces agences des Nations Unies flottent dans la superficialité, restent dans les généralités et ne risquent pas d'incorporer la réflexion et les propositions alternatives des principaux mouvements paysans du continent. À l'occasion de la Journée internationale d'octobre dernier, La Via Campesina – la plus grande organisation rurale du monde avec une présence fruitière en Amérique latine et dans les Caraïbes – a exposé son propre diagnostic de la situation alimentaire mondiale.

« Nous vivons un scénario de monopolisation généralisée de tous les maillons des systèmes alimentaires », affirme cette organisation. Et elle explique : « *Ils monopolisent notre production agricole, les graines, les terres, les territoires ; ils portent atteinte à nos droits paysans, aux revenus et à une vie digne, à la protestation et à l'autonomie de nos peuples »*. Selon La Via Campesina, cette crise alimentaire sans précédent est étroitement liée à la crise climatique, aux guerres, à la corruption, au contrôle des médias, au racisme institutionnel et au néofascisme, tandis que les paysans continuent d'être criminalisés et que leurs moyens d'existence et de subsistance continuent d'être confisqués. Enfin, La via Campesina confirme et revendique ses engagements historiques essentiels comme seule alternative alimentaire à la faim dans le monde : la lutte contre le modèle de l'agrobusiness (grande production monopolistique de l'agriculture) et la promotion d'une véritable souveraineté alimentaire.

Resumen Latinoamericano 19 de noviembre de 2023
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 19 Novembre 2023





5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le 718-618-0920
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn



8221 Flatlands Avenue (b/t E. 82 & 83 St.) 718.975.7488
2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) 718.856.2100
1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J) 718.258.0509

Le Yémen, déchiré par la guerre, interdit à Israël l'accès à la mer Rouge et fait honte aux dirigeants arabes/ musulmans impuissants



Les Houthis yéménites manifestent contre le génocide du peuple palestinien. Cité par Press TV, Abdul-Malik al-Houthi a déclaré : « Le silence des nations arabes et islamiques concernant la tragédie de Gaza est un crime majeur et chacun doit agir pour lever ce siège et soutenir la population de Gaza… »



Un commando houthi arraisonne un navire israélien dans la mer Rouge

Par Finian Cunningham

Le Yémen est peut-être considéré comme le pays le plus pauvre de la région arabe, mais il apparaît comme la menace la plus puissante pour Israël.

Le Yémen est peut-être considéré comme le pays le plus pauvre de la région arabe, mais il apparaît comme la menace la plus puissante pour Israël. La semaine dernière, les Yéménites ont arrêté trois cargos israéliens alors qu'ils transitaient par la mer Rouge.

Il y a là une justice poétique. Le Yémen n'a pas beaucoup de réserves de pétrole. Elle a été dévastée par plus de huit années de guerre et de famine, et pourtant elle fait preuve d'une force qui fait honte aux soi-disant riches nations arabes et musulmanes pour leur vénalité et leur manque d'intégrité.

Alors que les États arabes du Golfe, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, accaparent de vastes richesses pétrolières et que des dirigeants musulmans comme le Turc Recep Tayyip Erdogan parlent durement, c'est le Yémen, déchiré par la guerre et appauvri, qui prend une position significative contre les crimes de guerre israéliens à Gaza. Stratégiquement situé à l'extrémité sud de la mer Rouge – une route de navigation internationale vitale – le Yémen dispose en réalité d'un droit de veto sur le passage des navires dans ses eaux territoriales.

Les forces armées yéménites et le mouvement rebelle Houthi du pays ont déclaré leur solidarité avec les Palestiniens confrontés à une attaque génocidaire perpétrée par Israël depuis le 7 octobre. Ils préviennent que tous les navires israéliens seront empêchés d'entrer ou de sortir de la mer Rouge.

Les Yéménites mettent leur menace à exécution. Le dernier navire israélien interdit serait un pétrolier.

La fermeture de la route maritime aura de graves conséquences sur l'économie israélienne. Cela signifie que toutes les expéditions d'Israël vers l'Asie devront être contournées par l'Afrique du Sud au lieu d'emprunter la route beaucoup plus courte passant par le canal de Suez et la mer Rouge.

Les Yéménites ont également tiré des missiles sur Israël en représailles au massacre des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée. Le Hezbollah au Liban cible également Israël avec des missiles. Les deux groupes sont liés à l'Iran mais rien ne prouve que Téhéran coordonne les attaques.

Cependant, c'est l'arme économique utilisée par les Yéménites qui pourrait s'avérer la plus dommageable pour Israël.

Ironiquement, ce sont soi-disant les nations arabes et musulmanes beaucoup plus fortes et plus riches qui font peu en comparaison.

Le 11 novembre, quelque 57 dirigeants nationaux se sont réunis à Riyad, la capitale saoudienne, sous les auspices du sommet arabo-islamique. L'offensive barbare d'Israël contre les Palestiniens a suscité de nombreuses condamnations. Mais il y a eu peu d'actions importantes. Notamment lors de la conférence de Riyad, l'Iran a exhorté les pays producteurs de pétrole à imposer un embargo sur Israël. Les appels de Téhéran ont été repoussés.

On peut soutenir que les géants pétroliers arabes d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis ne fournissent pas à Israël des quantités significatives. On pourrait donc affirmer qu'un embargo aurait peu d'impact.

Néanmoins, si les Saoudiens et d'autres émirats pétroliers du Golfe mettaient en garde contre un embargo international général, l'impact potentiel sur l'économie mondiale attirerait sans aucun doute l'attention de Washington et de ses alliés européens pour qu'ils fassent pression sur Israël pour qu'il mette en œuvre un cessez-le-feu complet – et non de courte durée, des « pauses » – et autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire désespérément nécessaire à Gaza et en Cisjordanie.

En vérité, les nations arabes et musulmanes ont dans l'ensemble été pathétiques dans leur inaction pour soulager les Palestiniens. Historiquement, cet échec abject de la solidarité a toujours été ainsi. L'Égypte et la Jordanie partagent des frontières avec Israël. Où sont leurs armées qui menacent de briser par la force le blocus meurtrier israélien ?

Le personnage le plus honteux est peut-être le président turc. Recep Erdogan a, comme à son habitude, tiré une grande gueule contre Israël et déploré les souffrances des « frères palestiniens ».

La Turquie pourrait exercer une pression décisive sur Israël en arrêtant le flux de pétrole provenant de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Cette route achemine près de la moitié de tout le pétrole importé par Israël. Le port de Ceyhan, dans le sud de la Turquie, est le point de chargement des navires-citernes vers les terminaux israéliens de Haïfa et d'Ashkelon.

Erdogan a ignoré les appels visant à interdire les expéditions de pétrole BTC vers Israël depuis la Turquie. Même si une telle démarche pourrait paralyser l'économie israélienne et sa machine de guerre.

À la suite du sommet arabo-islamique de Riyad, le chef des

suite à la page(19)

Afrique du Sud : 12 travailleurs tués à la mine de platine d'Impala

Ce qui aurait pu être une fin de poste comme une autre pour 86 mineurs de la mine d'Impala Platinum Holding Limited, Implats, à Rustenburg, le 27 novembre 2023, s'est soldé par un terrible accident qui a coûté la vie à 12 travailleurs et en a grièvement blessé 74 autres, qui sont hospitalisés.

Selon Implats, les travailleurs se trouvaient dans la cage de mine qui les hissait jusqu'à la surface de la mine depuis une profondeur d'environ 1.000 mètres lorsque l'accident s'est produit. La cage de mine a soudainement inversé son sens de marche et a commencé à plonger pour aller s'écraser au fond du puits.

Le Département des ressources minérales et de l'énergie a annoncé que l'enquête sur l'accident rendrait ses conclusions dans trois mois.

La réglementation relative aux machines et équipements stipule que les ascenseurs doivent faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers. Si, à la suite d'un examen, on constate une faiblesse ou un défaut susceptible de présenter un risque pour la santé et la sécurité des personnes, l'ascenseur ne doit plus être utilisé tant que le risque n'a pas été corrigé, stipule une partie de la réglementation.

Les affiliés d'IndustriALL Global Union, le Syndicat national des mineurs (NUM) et le Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) ont exprimé leur émotion face à cette horrible nouvelle.

Le NUM, qui mène une campagne en faveur de la santé et de la sécurité dans les mines et qui a intenté un procès à Anglo-American pour exiger que la législation sur la santé et la sécurité dans les mines (Mine Health and Safety Act) reste la principale loi régissant l'industrie, a déclaré : « *Nous continuerons à manifester notre mécontentement face au nombre croissant d'accidents mortels et de blessures dans les mines. Une fois de plus, nous demandons aux entreprises de faire preuve de leur implication pour résoudre les problèmes de santé et de sécurité, car la vie des mineurs est ce qu'il y a de plus important. Le régulateur doit tenir les entreprises pour responsables* ».

Jerry Morulane, Secrétaire régional du NUMSA pour Hlanganani, qui comprend la région de Rustenburg, a expliqué que : « *Le NUMSA déplore la perte de ces travailleurs. Ce ne sont pas que des chiffres, ce sont des soutiens de famille, ils ont des foyers qui les aiment et dépendent d'eux. Nous adressons nos plus sincères condoléances à leurs familles et à leurs amis pour cette perte tragique. Cet accident est très préoccupant et soulève de nombreuses questions en matière de santé et de sécurité* ».



Des employés d'Impala Platinum, une mine de platine sud-africaine, sont morts dans l'accident de l'ascenseur qui les remontait à la surface à la fin de leur journée de travail



De gauche à droite : Nico Muller, PDG d'Impala Platinum, et Gwede Mantashe, ministre sud-africain des ressources minérales et de l'énergie s'adressant aux médias suite à la mort tragique des mineurs

Les membres du NUMSA chez Implats comprennent des travailleurs en sous-traitance qui travaillent au puits 11 où l'accident s'est produit et qui sont employés par Triple M, Reagetswe, Platchro, Oteng et Newrak mining.

Le Directeur d'IndustriALL pour l'industrie minière Glen Mpufane a dans cette circonstance douloureuse déclaré : « *Nos pensées vont aux familles des travailleurs décédés, auxquelles nous présentons nos sincères condoléances, et nous souhaitons un prompt rétablissement à ceux qui sont hospitalisés. Une fois de plus, nous nous rappelons, de la manière la plus douloureuse qui soit, qu'il faut constamment exiger des sociétés minières, y compris d'Implats, qu'elles respectent les protocoles de santé et de sécurité les plus stricts. Les sociétés minières ont l'obligation de fournir des conditions de travail sûres aux mineurs et ne doivent pas faire preuve de négligence* ».

L'Afrique du Sud a ratifié la convention 176 (santé et sécurité dans les mines) et les syndicats se sont félicités de l'inclusion de la convention sur la santé et la sécurité au travail et du cadre promotionnel pour la santé et la sécurité au travail parmi les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

IndustriALL
30 novembre 2023

BÈL NÈGÈS
Restaurant



All the tradional Haitian dishes
• Griot • Tassot • Légumes
• Poisson • Boulet • Poulet
Order with Grubhub, Doordash, or Uber Eats
Founder: Christel
2180 Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226
belneges2180@gmail.com
Tel: 347.365.4753

L'assassin de Victor Jara arrive au Chili

L'ancien lieutenant Pedro Barrientos, accusé d'avoir participé à l'assassinat du chanteur Viktor Jara en 1973 est arrivé vendredi soir au Chili, après avoir été extradé par les États-Unis pour avoir utilisé des données fausses pour demander sa résidence dans le pays nord-américain.*

Barrientos, après son arrivée à l'aéroport Pudahuel a été transporté en hélicoptère par la police d'investigation jusqu'au bataillon de police militaire de Peñalolén où il sera détenu en prison préventive dans l'attente de la reprise de l'affaire.

Selon le ministre chargé de l'affaire, Guillermo de la Barra, le bureau de l'immigration et du contrôle des douanes des États-Unis a remis Barrientos à la PDI qui a procédé à son arrestation.

Le magistrat s'est présenté à la caserne où il a notifié à l'ancien militaire la procédure contre lui. Ensuite, il s'est retiré vers 23 heures sans faire de déclaration à la presse.

Barrientos, dont l'extradition des États-Unis a été réclamée par la justice chilienne en 2013, a été arrêté en octobre dernier en Floride et jugé pour avoir remis de fausses informations dans sa procédure de naturalisation aux États-Unis. Selon le ministère des affaires étrangères, cela « a ouvert la voie à son extradition au Chili. »

« C'est ainsi que nos policiers ont pu trouver des condamnations dans les tribunaux chiliens du nord depuis 1987 pour conduite en état d'ivresse ayant entraîné des blessures, en plus du procès pour l'assassinat du chanteur-compositeur et du directeur de la Gendarmerie (en 1973, Littré Quiroga) », a-t-il poursuivi.

Ces antécédents, *« on fait que les tribunaux nord-américains ont pris la décision de suspendre son statut migratoire et d'engager un processus d'expulsion du pays, »* a conclu l'agent.

*Notes de Haïti Liberté :

Barrientos a été extradé des Etats-Unis vers le Chili juste 72 heures après la mort le mercredi 29 novembre 2023 dans sa maison de Connecticut de l'ancien secrétaire d'État américain, Henry Alfred Kissinger, à l'âge de 100 ans.

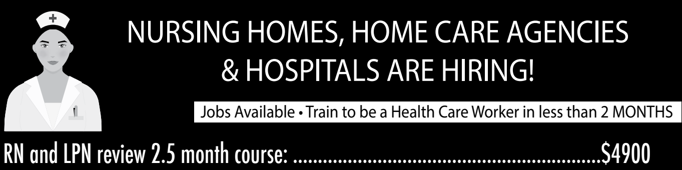
TeleSur
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos
2 Décembre 2023



Barrientos, après son arrivée à l'aéroport de Pudahuel, a été transféré par hélicoptère par la Police Investigatrice (PDI) au Bataillon de Police Militaire de Peñalolén. | Photo : EFE



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com



RN and LPN review 2.5 month course: $4900
Morning (10 am to 3 pm) & evening (6 pm and 10 pm), Mon to Thu classes start Oct. 21 & end Dec. 30, 2019 • Weekend, Sat & Sun, start Oct. 26 from 10 am to 4 pm
Upgrade your expired HHA in 7 days: $695
CNA become a HHA in 7 days: $695
EKG and phlebotomy, PCT, PCA review: Start Sep.23
DAISLEY INSTITUTE: 718.467.8497
229 Empire Blvd., Brooklyn, NY (bet Bedford & Rogers)









HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574









HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636



HOME IMPROVEMENT

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277.

Kissinger, ou l'impunité d'un criminel de guerre

Par Atilio Boron

Il a quitté ce monde en toute impunité et entouré d'honneurs immérités malgré les centaines de milliers de morts causées par sa politique.

La mort tardive d'Henry Kissinger (« les mauvais vivent plus longtemps », dit un aphorisme bien connu aux États-Unis), sans aucun doute l'un des plus grands criminels de guerre de la seconde moitié du XXe siècle, a mis en évidence la duplicité éthique de l'empire, tant de l'hégémon que de ses vassaux et de la presse occidentale, qui l'a exalté comme un grand homme d'État et un géostratège consommé.

La première affirmation est fausse, car quiconque ne peut pas, ou ne veut pas, discerner entre le bien et le mal ou entre la loi et le crime, ne mérite pas d'être appelé un homme d'État. Le mot est trop grand pour lui. Il peut être un personnage très puissant, il peut diriger un État dans l'ombre ou en plein jour, mais il ne méritera jamais d'être exalté au statut d'homme d'État, du moins parmi ceux d'entre nous qui, inspirés par les enseignements de la philosophie politique athénienne classique, continuent à postuler l'unité indispensable entre le pouvoir, le savoir et la moralité.

Mais en tant qu'analyste et praticien des arts de la géopolitique, Kissinger était un "réaliste" accompli sur le terrain toujours glissant des relations internationales. C'est-à-dire qu'il avait une capacité à lire les tensions présentes, mais aussi les opportunités qui apparaissaient dans les scénarios de lutte les plus divers, à laquelle il ajoutait une sensibilité peu commune pour percevoir l'influence des courants historiques profonds sur lesquels les conflits du présent étaient montés.

Bien entendu, ce "réalisme" était invariablement mis au service d'un objectif suprême et non négociable : consolider et, si possible, accroître la domination américaine sur un ordre mondial essentiellement injuste, destructeur de l'environnement et violant massivement les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourquoi nous avons dit hier, dans un bref billet, qu'à la mort de ce type de personnage, il fallait faire ce que Mario Benedetti conseillait : une "nécrologie avec acclamations".


Henry Kissinger

Kissinger était, comme nous l'avons dit au début de cette brève note, l'un des plus grands criminels de guerre, bien qu'il ait reçu en 1973 rien de moins que le prix Nobel de la paix, aujourd'hui très discrédité, pour le rôle qu'il a joué en faisant durer… la guerre du Viêt Nam pendant deux années supplémentaires, condamnant des centaines de milliers de Vietnamiens à payer de leur vie l'insatiable volonté de domination du secrétaire d'État de Richard Nixon à l'époque.

Sans parler de son rôle au cours des quatre années précédentes, lorsqu'il a encouragé l'intensification des bombardements américains pour écraser la résistance vietnamienne, appelant même à l'utilisation d'armes chimiques, de l'agent orange, du napalm et de toutes les atrocités nécessaires, non seulement au Viêt Nam, mais aussi au Cambodge voisin.

Malgré son sinistre bilan, les médias américains et occidentaux se sont empressés de l'exalter dès sa mort. Le Washington Post a écrit sur son site web : "Henry Kissinger meurt à 100 ans. Ce grand homme d'État et érudit avait un pouvoir sans précédent sur la politique étrangère". Homme d'État et érudit, rien à voir avec les crimes qu'il a incités ou tolérés pendant de nombreuses années, avant et après avoir été secrétaire d'État sous Richard Nixon et Gerald Ford !

De son côté, le New York Times décrivait Kissinger en première page comme un "érudit devenu diplomate qui a conçu l'ouverture des États-Unis à la Chine, négocié leur sortie (lire défaite) du Viêt Nam et utilisé la ruse, l'ambition et l'intelligence pour refaire les relations de pouvoir entre les États-Unis et l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide, en piétinant parfois les valeurs démocratiques pour y parvenir". Dans ce cas, le journal new-yorkais a eu l'honnêteté (pour une fois) de souligner que Kissinger n'a pas hésité un instant à piétiner les valeurs démocratiques chaque fois qu'elles entravaient le grand dessein de la politique étrangère américaine.

En Amérique latine, nous connaissons bien le soutien qu'il a apporté aux dictatures néfastes du Cône Sud et aux tortures, disparitions et meurtres de masse du Plan Condor concocté par Washington avec la bénédiction explicite de Kissinger. Son obsession du pouvoir, un puissant aphrodisiaque comme il l'a mentionné plus d'une fois, l'a amené à proposer rien de moins que "d'écraser Castro", selon des documents déclassifiés des archives de la sécurité nationale des États-Unis.

La raison de cette nouvelle animosité était l'aide militaire que Cuba avait fournie à l'Angola, en 1975 et à la demande de ce gouvernement, pour contenir et finalement vaincre les forces mercenaires déstabilisatrices du gouvernement socialiste d'Agostinho Neto, qui répondaient aux ordres du régime raciste sud-africain et de la Maison Blanche, et même de l'armée sud-africaine elle-même. La proposition de Kisinger à Ford prévoyait une invasion et une attaque à spectre complet contre Cuba : bombardements aériens, mobilisation de toutes les réserves de la base de Guantanamo, attaques terroristes et, enfin, invasion par les Marines.

Le plan a été avorté par la victoire inattendue de Jimmy Carter aux élections présidentielles de 1976. Mais l'initiative de Kissinger ratifie pour la énième fois son statut de joueur sans scrupules sur l'échiquier géopolitique mondial. Un homme qui a quitté ce monde en toute impunité et entouré d'honneurs immérités malgré les centaines de milliers de morts causées par ses "conseils" d'expert aux gouvernements impériaux successifs.

La haine
Traduction Bernard Tornare
3 Décembre 2023

Suite de la page (17)

rebelles houthis du Yémen a dénoncé la lâcheté et l'avarice des autres dirigeants. Cité par Press TV, Abdul-Malik al-Houthi a déclaré : « Le silence des nations arabes et islamiques concernant la tragédie de Gaza est un crime majeur et chacun doit agir pour lever ce siège et soutenir la population de Gaza… » Que se passe-t-il dans la bande de Gaza révèle l'étendue de l'oppression que subit le peuple palestinien, ainsi qu'un très regrettable échec arabe et islamique. ?

Bien entendu, le régime israélien et ses sponsors occidentaux sont avant tout coupables du génocide à Gaza et de l'oppression historique contre les Palestiniens. Mais il faut également se pencher sur la question de la responsabilité des dirigeants arabes et musulmans soutenus par l'Occident, qui font depuis longtemps face à la duplicité et à la trahison à l'égard du sort des Palestiniens. La Turquie court avec les renards et les chiens en jouant la carte populiste en condamnant Israël tout en maintenant le pétrole à flot. La Turquie est un membre fidèle de l'OTAN et soutient le régime nazi de Kiev dans la guerre par procuration menée par les États-Unis contre la Russie. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont mené leur propre guerre génocidaire contre le Yémen avec des armes américaines, britanniques et françaises depuis 2015. Ces despotes arabes sont compromis jusqu'aux yeux en étant les chiens de compagnie de l'impérialisme américain. Faut-il s'étonner alors qu'ils ne fassent rien pour arrêter le massacre des Palestiniens ? Comment peut-on s'attendre à ce qu'ils aident les « frères » palestiniens alors qu'ils exterminent des frères yéménites ? Erdogan se considère comme un grand sultan islamique. Les Saoudiens et leurs acolytes du Golfe ont des illusions de grandeur royale. Cependant, dans leur solidarité fraternelle réelle, instinctive et active avec les Palestiniens, les Yéménites déchirés par la guerre, appauvris, frappés par la famine et qui souffrent depuis longtemps ont plus de noblesse dans leurs sandales poussiéreuses que tous les potentats bien habillés réunis.

Culture stratégique
29 novembre 2023





DENTAL Insurance

from Physicians Mutual Insurance Company

Call to get your FREE Information Kit

1-855-225-1434

Dental50Plus.com/nypress

Product not available in all states. Includes the Participating (in GA: Designated) Providers and Preventive Benefits Rider. Acceptance guaranteed for one insurance policy/certificate of this type. Contact us for complete details about this insurance solicitation. This specific offer is not available in CO, NY; call 1-800-969-4781 or respond for similar offer. Certificate C250A (ID: C250E; PA: C250Q); Insurance Policy P150 (GA: P150GA; NY: P150NY; OK: P150OK; TN: P150TN). Rider kinds: B438, B439 (GA: B439B).

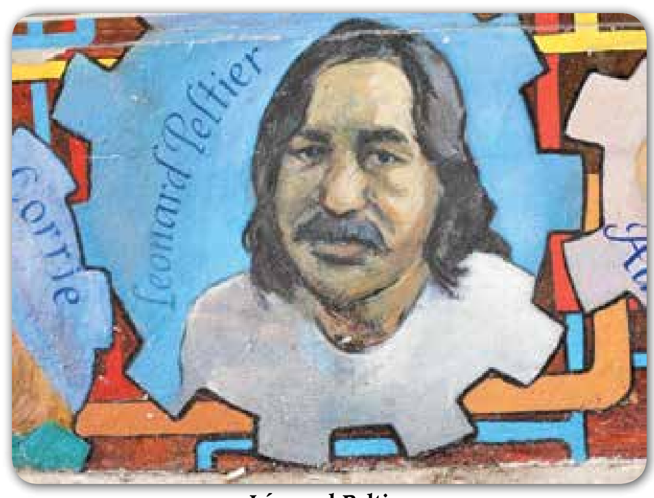








Léonard Peltier : « Nous sommes victorieux » !



Léonard Peltier

Âgé de 79 ans, Leonard Peltier a passé ces 46 dernières années en prison. Il y croupit toujours. En 1976, ce militant amérindien a été condamné pour le meurtre de deux agents du FBI après un simulacre de procès. Chaque année, une manifestation est organisée pour le Jour de Deuil national qui vise à informer le grand public sur la culture et les luttes historiques des communautés amérindiennes. Voici le message que Leonard Peltier a rédigé depuis sa cellule pour l'occasion et qui a été lu par Chal'Inaru Dones (Taino) lors de la 54e Journée de deuil national annuelle, le 23 novembre 2023, à Plymouth, Massachusetts.. (I A)

Sachez que mon esprit est avec vous en ce Jour de Deuil, honorant un passé taché de sang et de larmes, mais porteur d'un présent plein d'espoir et d'un avenir victorieux. Depuis l'arrivée de ces navires en 1492, chaque jour est un Jour de Deuil. Et chaque jour nous a aussi apporté la lutte que nous menons pour rien de moins que notre liberté inconditionnelle.

Alcatraz est un monument à notre lutte ; Plymouth Rock, un témoignage de notre résilience. Depuis leur arrivée, les oppresseurs ont essayé de nous pousser dans le précipice. Pourtant, nous sommes restés.

Nous répondons en étant ce que nous sommes et ce que nous avons toujours été : les Premiers Peuples, gardiens de la Terre Mère. Elle nous donne naissance, elle nous donne la vie, sa force coule dans nos veines. Sa force est notre force. À la fin de notre voyage, nous retournons dans son ventre.

Le Créateur a tracé le chemin devant nous. Nous suivons ce chemin et nous ne reculons pas.

La cupidité des colonisateurs causera leur perte. La société coloniale n'a pas de véritable force. Leur argent dit : « En Dieu, nous avons confiance ». C'est tout à fait juste. L'argent est le dieu de l'oppresseur. Ils dépouillent la Terre Mère par leurs politiques cupides et corrompues.

N'oublions jamais que note force vient de ce que nous donnons en retour ; elle vient de la protection que nous offrons à nous-mêmes, les uns les autres, à nos femmes, nos enfants, note Terre Mère.

J'ai passé la plus grande partie de ma vie en cage. Mais ils ne peuvent pas mettre en cage l'âme d'un Sundancer.

Mon grand-père m'a appris il y a longtemps ce que je devais être et faire pour mon peuple. Cela ne peut être et ne sera jamais mis en cage.

Nous sommes en train de changer le monde. Chacun d'entre nous doit saisir ce qu'il nous appartient de changer.

L'histoire ne se fait pas dans le vide. L'histoire se forge. Et nous la forgerons jusqu'à ce que nous soyons victorieux.

À la bataille de Greasy Grass, nous sommes victorieux. À Standing Rock, nous sommes victorieux. Aux Black Hills, notre site sacré et notre résistance, nous sommes victorieux.

Frères, sœurs, Bispirituels, vous connaissez mon histoire. C'est la même histoire depuis 1492.

Ils se sont arrangés pour me poursuivre avec des preuves fabriquées, et ils m'ont condamné à deux peines de prison à vie pour couvrir leurs propres méfaits, les meurtres et les atrocités commises contre notre peuple.

Mais plantez un arbre pour moi. Cet arbre gardera un souvenir. Et comme lui, vous devez vous souvenir de votre langue. Souvenez-vous de votre peuple. Souvenez-vous de votre culture.

Ma liberté est liée à la vôtre. Le moment est venu. Nous restons unis ou nous périssons séparément.

Dans l'esprit du Crazy Horse,

Doksha,

Léonard Peltier

Workers World
29 Novembre 2023
Traduit de l'anglais par GL
Investig'Action
2 Décembre 2023

Julos Beaucarne* : Lettre à Kissinger


Une chanson utile et nécessaire pour ne jamais oublier le Coup d'Etat en Chili du 11 septembre 1973, à l'instigation de la CIA. Pour qu'un 11 septembre tragique n'en cache pas un autre, tout aussi tragique...


Victor Jara

À la mémoire des millions de morts assassinés dans le monde entier par le criminel de guerre Henry Kissinger, "Prix Nobel de la paix 1973"... qui vient de décéder. Beaucoup saluent ce "géant de la diplomatie". Mais Kissinger était surtout un grand criminel de guerre. Il était notamment aux manettes du coup d'Etat qui renversa Salvador Allende au Chili en 1973.
Deux ans plus tard, le chanteur Julos Beaucarne adressait cette lettre à Kissinger. Il y dénonce la mort du musicien Victor Jara, victime de la dictature de Pinochet appuyée par Washington.

J'veux te raconter, Kissinger, l'histoire d'un de mes amis

Son nom ne te dira rien, il était chanteur au Chili

Ça se passait dans un grand stade, on avait amené une table

Mon ami qui s'appelait Jara, fut amené tout près de là !

On lui fit mettre la main gauche sur la table, et un officier

D'un seul coup avec une hache, les doigts de la gauche a tranchés

D'un autre coup, il sectionna, les doigts de la dextre et Jara

Tomba, tout son sang giclait, 6 000 prisonniers criaient

L'officier déposa la hache, il s'appelait peut-être Kissinger

Il piétina Victor Jara "chante" dit-il, "tu es moins fier"

Levant ses mains vides des doigts, qui pinçaient hier la guitare

Jara se releva doucement "faisons plaisir au commandant"

Il entonna l'hymne de l'U-, de l'Unité Populaire

Repris par les 6 000 voix des prisonniers de cet enfer

Une rafale de mitraillette abattit alors mon ami

Celui qui a pointé son arme s'appelait peut-être Kissinger

Cette histoire que j'ai racontée, Kissinger, ne se passait pas

En 42 mais hier, en septembre 73.

*Julos Beaucarne, né le 27 juin 1936 à Écaussinnes (Province de Hainaut), est un artiste (conteur, poète, comédien, écrivain, chanteur, sculpteur) belge, chantant en français et en wallon.

SAMEDI 9 DÉCEMBRE 2023

A l'occasion de l'anniversaire
de naissance de.
Notre camarade Jean Lesly Vallon



Décédé récemment.
Ses amis, proches et camarades
ont décidé
De continuer à célébrer sa vie
Le Samedi 9 décembre 2023
L'intégralité de sa cérémonie
funèbre sera projetée
A 7h PM
Au local d'Haïti Liberté
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210

